

**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL
CONSEIL ACADEMIQUE PLENIER
du 26 novembre 2024
(visioconférence)**

Le Conseil académique de l'université des Antilles, dans sa séance du 26 novembre 2024, sous la présidence de Monsieur le Professeur Michel GEOFFROY, Président de l'université des Antilles,

Vu le livre VII du Code de l'Education,

Vu les statuts de l'université des Antilles,

a délibéré :

Objet : Convention

Après s'être assuré du quorum, suite à la présentation et aux débats qui s'en sont suivis, le Président de l'université demande aux membres du Conseil académique de procéder au vote :

il est demandé au Conseil académique de se prononcer sur la convention référencée n°ANR-24 CMAS-0014 CyberEDAntilles entre l'agence nationale de la recherche et l'UA.

Résultat du vote	Membres en exercice	61
	Nombre de membres présents ou représentés	42
	Ne prend pas part au vote	0
	Abstention	0
	Contre	0
	Pour	42

Avis : FAVORABLE

La convention entre l'Agence Nationale de Recherche et l'UA annexée est approuvée à l'unanimité des membres présents et représentés du Conseil académique.

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Pointe-à-Pitre, le 28 novembre 2024

Le Président de l'université des Antilles



Pr. Michel GEOFFROY

Modalités de recours contre la présente délibération :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce, dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission à la rectrice, en cas de délibération à caractère réglementaire.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr





Acronyme	CyberEDAntilles	
Titre du projet	Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles	
Chef de file	Raison sociale, structure juridique et N° Siret	
	Université des Antilles, EPSCP, SIRET 19971585500011, Département 971 (Guadeloupe)	
Responsable du projet	Nom, prénom et fonction	
	Pr Erick Stattner Professeur des Universités en Informatique, Université des Antilles, Directeur Département Mathématiques-Informatique (DMI)	
	Courriel	Téléphone
	erick.stattner@univ-antilles.fr	Bureau: +(590) 590 48 34 31 Gsm. : +(596) 696 95 32 00
Durée du projet (max 60 mois)	60 Mois	
Aide totale demandée	2 940 276 €	
Coût total du projet	5 079 322 € (hors frais d'environnement) 5 522 257 € (avec frais d'environnement)	
Merci de cocher le(s) volet(s) de l'AMI CMA concerné(s) par votre projet	<input checked="" type="checkbox"/> Les dispositifs transversaux d'attractivité et d'innovation <input checked="" type="checkbox"/> Les voies d'excellence professionnelles et technologiques <input checked="" type="checkbox"/> Les voies d'excellence académiques : <input checked="" type="checkbox"/> Formation postbac, <input checked="" type="checkbox"/> Formation master, doctorat, attractivité internationale <input checked="" type="checkbox"/> L'accompagnement des parcours professionnels	
Merci de cocher les secteur(s) éligible(s) aux priorités France 2030 (voir annexe 3 du cahier de charges de l'AMI - CMA)	Faire émerger des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets <input type="checkbox"/> Nucléaire	



	<p>Devenir le leader de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Devenir le leader de l'hydrogène vert <p>Décarboner notre industrie</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Décarbonation de l'industrie<input type="checkbox"/> Electronique et robotique<input type="checkbox"/> Recyclabilité, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés<input type="checkbox"/> Technologies avancées pour les systèmes énergétiques<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Produits biosourcés et biotechnologies industrielles, carburants durables<input type="checkbox"/> Solutions pour la ville durable et bâtiment innovant <p>Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules zéro émission chaque année et développer une mobilité sobre, souveraine et résiliente</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Véhicules connectés zéro émission<input type="checkbox"/> Digitalisation et décarbonation des mobilités<input type="checkbox"/> Batteries <p>Produire le premier avion bas carbone</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Avion bas carbone <p>Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Alimentation saine, durable et traçable<input type="checkbox"/> Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique <p>Produire 20 biomédicaments contre les cancers, les maladies chroniques dont celles liées à l'âge et créer les dispositifs médicaux de demain</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Produire 20 biomédicaments<input type="checkbox"/> Santé numérique<input type="checkbox"/> Maladies infectieuses (ré)émergentes et menaces NRBC <p>Placer la France à nouveau en tête de la production des contenus culturels et créatifs</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Industries créatives et culturelles <p>Prendre toute notre part à la nouvelle aventure spatiale</p>
--	---



	<input type="checkbox"/> Aventure spatiale Investir dans le champ des fonds marins <input type="checkbox"/> Fonds marins Souveraineté numérique <input type="checkbox"/> 5G et futures technologies de réseaux de télécommunications <input type="checkbox"/> Cloud <input type="checkbox"/> Intelligence artificielle <input type="checkbox"/> Technologies du quantique <input checked="" type="checkbox"/> Cybersécurité <input type="checkbox"/> Verdissement du numérique Dispositifs transversaux d'innovation et d'attractivité <input type="checkbox"/> Enseignement et numérique <input type="checkbox"/> Attractivité
Zone géographique de couverture du dispositif de formation (Veuillez préciser la/les région(s) visées)	<ul style="list-style-type: none"> ● Guadeloupe ● Martinique ● Saint-Barthélemy ● Saint-Martin
Type(s) de formation envisagé(s)	<input type="checkbox"/> Scolaire <input checked="" type="checkbox"/> Supérieur <input checked="" type="checkbox"/> Formation continue <input checked="" type="checkbox"/> Sensibilisation
Formation(s) / Titre(s) / Certification(s) visé(s)	<ul style="list-style-type: none"> ● Licence informatique parcours Cybersécurité ● Master MIAGE parcours Sécurité du numérique ● Diplôme universitaire Cybersécurité ● Titre de Technicien Supérieur Système Réseaux - option cybersécurité ● Certification ISO 27001 ● Certificat national CléA numérique ● Accompagnement de dirigeants et chefs d'entreprise ● Actions d'attraction vers la filière et de sensibilisation ● Formation de formateurs en cybersécurité
Indiquer les sites sur lesquels les formations CMA seront publiées pour informer le public d'apprenants ciblés.	<ul style="list-style-type: none"> ● Site internet de l'Université des Antilles ● Site internet du GRETA-CFA de la Guadeloupe ● Site internet du CARIF-OREF de la Guadeloupe ● Plateforme nationale Mon Master ● Salon virtuel de l'orientation en Guadeloupe
Branche(s) professionnelle(s) concernée(s) (si pertinent)	Personnel des prestataires de services du secteur tertiaire
Suite d'un projet CMA « Diagnostic »	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, préciser :



**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
COMPÉTENCES ET MÉTIERS D'AVENIR - CMA
2023**

CATÉGORIE : DISPOSITIF DE FORMATION

DOCUMENT PRÉSENTATION PROJET

CyberEDAntilles

Projets précédemment financés par le PIA ou France 2030	<input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI, préciser : <input type="checkbox"/> CMQe <input type="checkbox"/> EUR <input type="checkbox"/> IDEFI <input type="checkbox"/> NCU <input type="checkbox"/> IFPAI <input type="checkbox"/> PFPE <input type="checkbox"/> Autre :
Mots-clefs ⁽¹⁾	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cybersécurité 2. Antilles 3. Attraction et sensibilisation 4. Formations universitaires 5. Formation de formateurs 6. Alternance 7. Professionnalisation 8. Écosystème public-privé 9. Continuum pré-bac/post-bac 10. Hygiène numérique

(1) Les expressions suivantes, trop génériques, ne sont pas permises : FI, FC, FTLV, formation initiale, formation continue, formation tout au long de la vie, formation, compétences, métiers, innovation, transformation, pédagogie, outils pédagogiques innovants, enseignement scolaire, enseignement supérieur, entreprises.

LISTE DES MEMBRES DU CONSORTIUM (SI CONSORTIUM) – FOURNIR RAISON SOCIALE, STRUCTURE JURIDIQUE, N° SIRET ET N° DEPARTEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT (cf. cahier des charges)

Organismes de formation ou d'accompagnement (universités, écoles, lycées, CFA, CFPPA, organismes privés, Pôle emploi/France Travail, associations, etc.).	Secteur(s) d'activité
Chef de file : Université des Antilles - EPSCP	Université, SIRET 19971585500011, Département 971 (Guadeloupe)
GRETA-CFA de la Guadeloupe	Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement de l'Éducation Nationale, SIRET 19971405600025, Département 971 (Guadeloupe)
Agence caribéenne pour la cybersécurité	Association loi 1901, SIRET 91871489000012, Département 971 (Guadeloupe)

Donneurs d'ordre publics dans l'achat de formation (conseils régionaux, Pôle emploi/France Travail, OPCO, etc.)	Secteur(s) d'activité
Rectorat de la Région académique de Guadeloupe,	Rectorat, SIRET 17971430800238, Département 971 (Guadeloupe)
Rectorat de la Région académique de Martinique,	Rectorat, SIRET 1797243000030, Département 972 (Martinique)



**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
COMPÉTENCES ET MÉTIERS D'AVENIR - CMA
2023**

CATÉGORIE : DISPOSITIF DE FORMATION

DOCUMENT PRÉSENTATION PROJET

CyberEDAntilles

Employeurs ou leurs représentants (entreprises, groupements d'employeurs, comité stratégique de filière, organisations professionnelles, syndicats, fédérations professionnelles , etc.)	Secteur(s) d'activité
Orange Antilles Guyane, Société anonyme	Entreprise secteur Télécoms, SIRET 38012986600519, Département 971 (Guadeloupe)

Recueil d'indicateurs à compléter de manière obligatoire sur le site de soumission CMA :

*Sur le site de soumission, vous devrez compléter de manière obligatoire l'onglet « **Informations Formations** ». Il s'agit d'un recueil d'indicateurs sur les formations envisagées dans le cadre votre projet, sur toute la durée du projet.*



Résumé du projet (Non confidentiel – 4000 caractères maximum, espaces inclus)

CyberEDAntilles est un dispositif ambitieux de formation initiale et continue en cybersécurité à destination du territoire antillais (Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy, Saint-Martin). Porté par l'Université des Antilles en collaboration avec un ensemble d'acteurs publics et privés, il a été élaboré sur la base d'un diagnostic révélant :

- des **lacunes dans l'offre de formation initiale et continue en cybersécurité**, générant un **déficit de compétences locales** ;
- une **forte vulnérabilité** aux cyberattaques, aussi bien pour les organisations publiques (collectivités) que pour les PME et TPE ;
- un **déficit de compétences et d'experts sur le territoire** pour répondre aux cybermenaces et participer aux actions de formations ;
- un **manque d'attractivité de la filière**, qui comporte pourtant un fort potentiel d'insertion professionnelle sur des territoires très touchés par le chômage ;
- l'importance d'une démarche de **formation de formateurs en cybersécurité** pour renforcer la souveraineté numérique du territoire.

Pour y répondre, CyberEDAntilles propose un **bouquet complet de formations** sur un continuum **du pré-bac à la formation supérieure et continue** pour développer des compétences expertes en matière de cybersécurité, ainsi que des **actions de sensibilisation** visant à renforcer le niveau de sécurité global du territoire. Il est articulé en **5 works-packages** :

1. **Sensibilisation et attraction vers la filière** : sensibilisation, acculturation et formation aux compétences de base vers les publics scolaires, les étudiants de l'Université et le grand public
2. **Formation initiale** : création d'un parcours « Cybersécurité » au sein de la Licence Informatique et d'un parcours « Sécurité du numérique » au sein du Master MIAGE
3. **Formation continue** : création d'un Diplôme universitaire Cybersécurité, préparation du Titre de Technicien Supérieur Système Réseaux - option cybersécurité, accompagnement des dirigeants et chefs d'entreprise
4. **Formation de formateurs et soutien à l'insertion professionnelle**
5. **Pilotage et communication**

Ces actions seront déployées par un **consortium multi-acteurs** réunissant l'**Université des Antilles**, les **Rectorats de Guadeloupe et de Martinique** (actions vers les publics scolaires) ; le **GRETA-CFA de Guadeloupe** (formation continue), l'**Agence caribéenne pour la cybersécurité**, (sensibilisation et la communication) ; **Orange Antilles-Guyane** (programme Orange Digital Center pour conduire une démarche de sensibilisation notamment vers les publics fragiles).

Le projet est également soutenu par un **réseau d'organisations souhaitant appuyer son déploiement**, par exemple en accueillant des apprentis ou en participant à la veille sur les besoins en compétences : Association du Numérique du Secteur Public, Chambre Économique Multiprofessionnelle de Saint-Barthélemy, CLUSIR, EXODATA, France Travail, Gendarmerie



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
COMPÉTENCES ET MÉTIERS D'AVENIR - CMA
2023

CATÉGORIE : **DISPOSITIF DE FORMATION**

DOCUMENT PRÉSENTATION PROJET

CyberEDAntilles

nationale, Réseau CANOPE, OPCO AFDAS, UDE-MEDEF, collectivités territoriales (actions également envisagées avec le CNFPT et l'OPCO AKTO).

CyberEDAntilles mobilisera des **pédagogies innovantes** particulièrement adaptées à un contexte multi-insulaire, telles que des modalités hybrides et un recours à la réalité virtuelle. Les formations initiales et continues seront proposées en **alternance**, d'une façon qui favorisera l'insertion professionnelle et les interactions public-privé autour de la cybersécurité aux Antilles.

CyberEDAntilles sera déployé sur **5 ans**. Le coût complet du projet est de 5 079 322 €, dont 2 940 276 € de demande France 2030, et 2 139 046 € d'apport des partenaires. Il sera piloté par un **Comité de pilotage** assisté d'une **équipe opérationnelle** et d'un **Conseil pédagogique et stratégique**.

En répondant à un besoin avéré de création de compétences locales, CyberEDAntilles exercera un **impact mesurable sur la compétitivité de l'économie territoriale**, tout en renforçant la souveraineté numérique dans un Bassin marqué par une forte concurrence internationale.



**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
COMPÉTENCES ET MÉTIERS D'AVENIR - CMA
2023**

CATÉGORIE : DISPOSITIF DE FORMATION

DOCUMENT PRÉSENTATION PROJET

CyberEDAntilles

Sommaire

1. DESCRIPTION DU PROJET DE DISPOSITIF(S) DE FORMATION ET D'ATTRACTIVITÉ	9
1. 1. Présentation du contexte	9
1. 2. Description du ou des dispositifs de formation et/ou d'attractivité	11
1. 2. 1. Les métiers et compétences	11
1. 2. 2. Le projet	12
1. 2. 3. Les modalités pédagogiques et d'accompagnement	18
1. 2. 4. Les mesures en faveur de la transition sociétale	19
1. 3. Résultats et mesure de l'impact	19
1. 4. Diffusion des dispositifs et des résultats	20
2. ORGANISATION ET PILOTAGE DU PROJET	20
2. 1. Organisation du consortium	20
2. 2. Pilotage du projet	21
2. 2. 2. Dispositif de pilotage	21
2. 2. 3. Calendrier de mise en œuvre	22
2. 3. Pérennité des dispositifs mis en place	22
3. JUSTIFICATION DES DÉPENSES DU PROJET	22



1. DESCRIPTION DU PROJET DE DISPOSITIF(S) DE FORMATION ET D'ATTRACTIVITÉ

1. 1. PRÉSENTATION DU CONTEXTE

Dans une tribune récente¹, Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement en charge de France 2030, souligne l'**urgence du besoin de formations en cybersécurité**, dans un contexte marqué par une augmentation de plus de 37 % du nombre de cyberattaques entre 2020 et 2021 selon l'Agence nationale de la sécurité informatique (ANSSI). Comme le souligne cette tribune, cela exige « de décloisonner les filières dans l'informatique et de chasser l'*a-priori* voulant que la cybersécurité soit réservée aux techniciens et ingénieurs ».

CyberEDAntilles - Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles répond directement à ce **besoin de formations plurielles en cybersécurité** aux Antilles françaises. Il a été élaboré sur la base d'un **diagnostic approfondi** concernant les **formations existantes** en Martinique et de Guadeloupe, les **compétences demandées sur le marché de l'emploi** et l'**incidence des cyberattaques** sur le territoire antillais. Ce diagnostic a été élaboré conjointement par l'Université des Antilles (UA), le Rectorat de la Guadeloupe, les DEETS Guadeloupe et Martinique, l'Agence caribéenne pour la cybersécurité et la Gendarmerie nationale.

Rôle des établissements d'enseignement supérieur dans la stratégie française cybersécurité : extrait de l'éditorial par Vincent Strubel, Directeur général de l'ANSSI, [Sécurité des SI : La cybersécurité au cœur de la stratégie de l'ESRI](#) (fév. 2024)

A la veille de la transposition de la directive NIS 2 en droit français qui oblige les Etats membres à adopter une stratégie nationale concernant l'éducation et la formation, la recherche et le développement en matière de cybersécurité², nous encourageons les ESRI à se mobiliser afin qu'ils développent une plus grande **culture de la gestion du risque cyber et s'approprient les objectifs de cybersécurité** à atteindre. La France a besoin de s'appuyer sur des générations diplômées et acculturées au risque cyber.

En particulier, l'UA et le Rectorat de Guadeloupe sont parties prenantes des **travaux relatifs à l'EDEC numérique lancés par la DEETS Guadeloupe**², qui aboutiront à la mise en place d'un plan de formation coordonné. Les fiches prospectives proposées pour les différentes branches professionnelles révèlent en effet que la Guadeloupe est perçue comme un **territoire vulnérable aux risques cyber**, avec un niveau de compétences variable selon les acteurs, et un besoin réel d'accompagnement, notamment pour les **TPE/PME** dont est principalement composé le tissu économique du territoire. Dans de nombreux secteurs, il est essentiel de mettre en place un **socle de compétences techniques et transverses en matière de cybersécurité et de sécurisation des données**, ainsi qu'une **formation de professionnels de la cybersécurité** (techniciens cybersécurité, Data Protection Officers, consultants cybersécurité, analystes/techniciens Security Operations Center...). Par ailleurs, le diagnostic souligne un **manque d'attractivité** pour les métiers de la cybersécurité en Guadeloupe, en raison d'un décalage entre l'image et la réalité du métier, d'un manque de passerelles avec d'autres métiers et d'une offre de formation jugée inadéquate par les professionnels. C'est pourquoi il recommande d'**intégrer les compétences techniques et transverses de cybersécurité dans les cursus des formations initiales en Numérique**, développer une **offre certifiante** et des **passerelles** sur les métiers spécifiques à la cybersécurité, accessible à niveau Bac+2 ou Bac+3 (...), créer des **passerelles entre les métiers de la cybersécurité et les métiers du réseau** (administrateurs systèmes et réseaux) ».

En **Martinique**, le Contrat d'Étude Prospective Métiers du Numérique (conclusions préliminaires - janvier 2024) démontre également d'importantes opportunités de développement économique dans le secteur de la cybersécurité, mais aussi une structuration insuffisante de la formation.

¹ [Tout le monde peut travailler dans la cybersécurité !](#), La Tribune, novembre 2023.

² Source : EDEC Numérique Guadeloupe DEETS-AKTO/ATLAS.



Cybersécurité en Martinique : Opportunités	Cybersécurité en Martinique : Faiblesses
<p>Nouvelles opportunités de marché Levier pour le développement du commerce en ligne Stratégie de mise en place d'un territoire souverain numériquement Devant le risque accru de cyberattaque, les commissaires aux comptes vont demander de faire des provisions pour le risque cyber Les assurances vont mettre en place des questionnaires très précis sur les actions cybersécurité menées par les entreprises et en fonction de la criticité de leurs activités, décideront de les assurer ou non.</p>	<p>Lacunes de l'offre de formation : Difficultés de recrutement niveau ingénieur/Bac+5, problèmes d'adaptation des ingénieurs de l'Hexagone, les titulaires d'un BTS ou DUT qui souhaitent poursuivre en étude d'ingénieurs doivent partir se former en dehors, une offre de formation continue qui fait défaut, au sein de l'Université des Antilles : Licence informatique générale, mais pas de module cybersécurité Difficulté à trouver de bons formateurs Manque de compétences au sein du tissu entrepreneurial et manque d'anticipation : les chefs d'entreprise doivent être formés aux risques de cyberattaques et incités à la réalisation d'audit et l'analyse des risques Concurrence internationale au sein du Bassin</p>
Recommandations	
<p>Création de formations spécifiques à la cybersécurité : auditeur, chef de projet cybersécurité, architecte cybersécurité, formations certifiantes (ANSSI), modules cybersécurité au sein de formations transverses...</p> <p>Actions de sensibilisation et d'acculturation sur la digitalisation et la cybersécurité</p> <p>Mise en place de formations continues sur la cybersécurité</p> <p>Continuer à développer l'alternance</p> <p>Rendre la formation professionnelle plus lisible, plus accessible</p> <p>Mise en avant de certains métiers : RSSI, chef de projet Cyber, Architecte Cloud-Cyber...</p> <p>Plus forte intégration dans les formations des enjeux cybersécurité et de transition environnementale</p> <p>Mettre en place une formation de formateurs.</p>	

Si des formations courtes pré ou post-bac en cybersécurité ainsi qu'une offre de formation privée existent en Guadeloupe et en Martinique³, il y a aujourd'hui un manque de **formations expertes de niveau licence ou Master**, ainsi qu'au niveau de la **formation continue**. L'offre est par ailleurs dispersée et peu lisible, et il n'existe pas à ce jour de **dispositif intégré** proposant un **bouquet complet de formations** avec une identité thématique sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac et à la formation continue. Il existe pourtant un **potentiel à la fois en termes de vivier étudiant et de personnel enseignant**, puisque l'UA propose notamment une licence en informatique, ainsi qu'un Master Informatique et un Master Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion des Entreprises (MIAGE). Cependant, comme le souligne le diagnostic cité plus haut, **l'Université ne propose pas de formations spécifiques en cybersécurité**⁴, et les jeunes souhaitant se spécialiser doivent donc soit se tourner vers des opérateurs de formation

³ Guadeloupe : Bac Pro CIEL, Mention complémentaire Cybersécurité ; BTS cybersécurité, informatique et réseaux, électronique option A informatique et réseaux ; Plateforme privée de formation numérique Concept X Formation, Certifications proposées par des opérateurs privés (M2i, Webforce3), Modules proposés par le CNAM Guadeloupe et par la CCI Guadeloupe. Martinique : Bac Pro CIEL, Mention complémentaire Cybersécurité ; BTS cybersécurité, informatique et réseaux, électronique option A informatique et réseaux ; BTS Services Informatiques aux Organisations, option SISR en alternance (CCI Martinique et CFA Skillfor) ; Métiers des Réseaux Informatiques et Télécommunications parcours Administration et Sécurité des Systèmes - 3^{ème} année (CCI Martinique et CFA Skillfor) ; L3 STS mention Informatique Générale option Cybersécurité (CNAM Martinique) ; Modules de formation continue proposés par le CNAM Martinique ; Modules de formation continue proposés par des organismes privés (M2i, Unichrone).

⁴ Un projet de formation avait été accrédité en 2018 mais n'avait pas abouti faute d'enseignants spécialistes.



privés, soit aller étudier dans l'Hexagone, ce qui génère des inégalités territoriales.

Le développement d'une telle offre de formation est d'autant plus fondamental que **le territoire antillais a fait l'objet de nombreuses cyberattaques** au cours des dernières années : [LADOM](#) en 2015, plusieurs dizaines de TPE/PME en Guadeloupe en 2020, [Collectivité Territoriale de Martinique](#) en 2022-2023, [Conseil régional de la Guadeloupe](#) en novembre 2022, puis nouvelle [cyberattaque par des hackers pro-russes](#) en février 2024. La capacité à lutter efficacement contre ces menaces requiert le développement de **compétences internalisées** et une formation à l'identification des menaces au sein du Bassin caribéen et de son environnement international.

En France, le secteur de la cybersécurité est par ailleurs un **secteur en tension**, avec **15 000 postes non pourvus**, et environ **37 000 postes qui devraient être créés à horizon 2030**⁵. La Stratégie nationale d'accélération sur la cybersécurité se donne quant à elle pour objectif de passer de 37 000 à 75 000 emplois en cybersécurité à Horizon 2025⁶. Ces besoins s'accroîtront avec différents facteurs comme le **passage à la facturation électronique obligatoire**, ou encore le [Cyber Resilience Act](#) et la [Directive NisV2](#) adoptée par l'Union européenne qui renforce les règles en matière de cybersécurité. Cela implique une **insertion professionnelle** importante, et des **conditions attractives** avec un salaire d'entrée souvent plus élevé que la moyenne. Cette opportunité est particulièrement valorisante dans le contexte antillais, puisque **27% des jeunes de 15 à 29 ans en Guadeloupe ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation**⁷, et que ce pourcentage est de **26% en Martinique**⁸, soit deux fois plus que dans l'Hexagone.

Afin de faciliter la création d'emplois et de diversifier les profils, il est fondamental de travailler sur **l'attractivité de cette filière**. L'enquête réalisée par l'ANSSI en 2021 sur les [Profils de la cybersécurité](#) révèle en effet un profil souvent monolithique en cybersécurité, qu'il serait intéressant d'ouvrir davantage vers un public féminin, plus jeune, ouvert aux formations courtes et aux compétences transversales, éloigné des grands centres métropolitains, susceptible d'être employé par le secteur

Profil type d'un professionnel de la cybersécurité

- Un homme
- De 30 à 49 ans
- De niveau de qualification Bac +5
- Issu du domaine informatique/numérique
- De moins de 10 ans d'expérience dans la cybersécurité
- Travaillant en Ile-de-France
- Salarié du secteur privé
- Travaillant au sein d'une équipe de professionnels de la cybersécurité
- Travaillant dans une structure de 1 000 salariés et plus
- Travaillant dans une structure non spécialisée en cybersécurité
- Consultant cybersécurité ou RSSI
- 100% de son temps est consacré aux questions de cybersécurité
- Plutôt recruté via le marché caché
- Régulièrement sollicité par des recruteurs

public et/ou dans un environnement économique composé en grande partie de TPE et de PME.

1. 2. DESCRIPTION DU OU DES DISPOSITIFS DE FORMATION ET/OU D'ATTRACTIVITÉ

1. 2. 1. Les métiers et compétences

De par son large spectre d'intervention, CyberEDAntilles permettra aussi bien de former des **publics de formation initiale et continue** sur des métiers spécifiques au domaine de la cybersécurité que de garantir un **socle de compétences** en cybersécurité au sein de **métiers aux interfaces**. Les métiers directement liés aux compétences clés de la cybersécurité seront notamment : Administrateur système/réseau/base de donnée ; Administrateur d'infrastructures sécurisées ; Responsable de la sécurité des systèmes d'information ; Consultant en sécurité informatique ; Architecte systèmes et logiciels ; Ingénieur en Cybersécurité ; Technicien Supérieur

⁵ Cybersécurité : où en sont les grandes entreprises françaises, Wavestone, 2022.

⁶ Source : [Communiqué de presse du Gouvernement](#).

⁷ Source : [INSEE](#).

⁸ Source : [INSEE](#).

Système Réseaux ; Responsable de la sécurité des systèmes d'information ; Consultant en sécurité informatique.

L'acquisition de **socles de compétences** en cybersécurité permettra également aux professionnels formés d'aborder les problématiques de sécurité du numérique dans des domaines variés, par exemple Banque - finance - assurance, Administration, Économie - comptabilité - gestion - finances, Industrie - qualité - gestion des risques, Informatique - télécommunication, Marketing - commerce - distribution, Médias - communication - audiovisuel, Numérique - multimédia - web, Ressources humaines - management, Santé, Social ou encore Transport.

En formant non seulement des futurs professionnels de la cybersécurité, mais en développant des compétences transversales utiles dans tout un ensemble d'autres secteurs, CyberEDAntilles répond aux enjeux du développement des compétences numériques, qui sont ceux d'une transformation de l'ensemble de l'économie à travers ce levier.

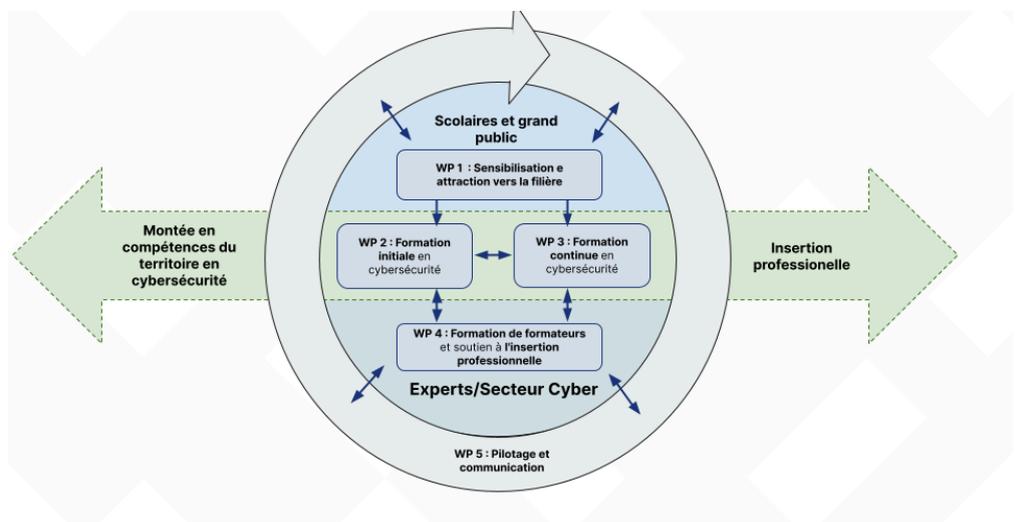
1. 2. 2. Le projet

Périmètre et consortium :

CyberEDAntilles propose un bouquet de formations à destination d'un continuum allant du **public pré-bac** (sensibilisation et attraction vers la filière) au **public post-bac de la formation initiale, l'alternance et la formation continue**. Elles s'adresseront en premier lieu au **public du territoire antillais** (Guadeloupe, Martinique, St-Barthélemy,

St-Martin), mais seront également ouvertes à un **public plus large au sein du Bassin caribéen** (p. ex. : Sint Maarten). Les enjeux de souveraineté nationale sont particulièrement marqués au sein du Bassin compte tenu de la présence proche de l'industrie nord-américaine, renforçant l'importance d'une structuration à l'échelle du Bassin au service du rayonnement de la France dans la région.

CyberEDAntilles est proposé par un **consortium** ambitieux réunissant des acteurs publics de la formation initiale et continue, ainsi que des acteurs privés territoriaux. Il est porté par l'**Université des Antilles**, établissement-phare de l'enseignement supérieur aux Antilles, et comprend des représentants des employeurs (**Orange Antilles-Guyane**), des organismes de formation et d'accompagnement (**GRETA-CFA de Guadeloupe, Agence caribéenne de cybersécurité**) et des donneurs d'ordre publics dans l'achat de formation continue des chercheurs d'emploi (**Rectorats de Guadeloupe et de Martinique**). CyberEDAntilles a de plus constitué un **réseau d'organisations publiques et privées** exprimant l'intention d'en faciliter le déploiement, par exemple en accueillant des apprentis ou en contribuant à la veille sur les besoins en compétences : Association du Numérique du Secteur Public, Chambre Économique Multiprofessionnelle de Saint-Barthélemy, CLUSIR, EXODATA, France Travail, Gendarmerie nationale, Réseau CANOPE, OPCO AFDAS (actions également envisagées avec l'OPCO AKTO et le CNFPT), UDE-MEDEF. La Collectivité territoriale de Martinique est associée au projet. La Région Guadeloupe le sera également, notamment via l'Agence Caribéenne pour la Cybersécurité





et le Rectorat de Guadeloupe.

Structuration du projet

CyberEDAntilles est pleinement aligné avec la **Stratégie Nationale Cyber**, et notamment avec son **Axe 4 - Former plus de jeunes et professionnels aux métiers de la cybersécurité**. Il a été conçu en adéquation étroite avec les attendus de la [fiche thématique Cybersécurité](#), qui formule deux priorités :

- **Former davantage de personnes aux métiers de la cybersécurité incluant toutes les déclinaisons de niveau de spécialisation** en fonction des postes visés pour répondre à la très forte demande en compétences du secteur et soutenir sa croissance
- **Former le plus grand nombre aux enjeux, dangers et gestes simples de la cybersécurité** à la fois pour soutenir la demande mais aussi, et surtout, pour élever le niveau de sécurité global du pays

Pour relever ces deux défis, CyberEDAntilles se déploie en **5 work-packages** présentés ci-après.

Work-package 1 : Sensibilisation et attraction vers la filière

Objectifs

- Attraction des jeunes/des publics scolaires vers les formations en cybersécurité, avec un focus sur les publics éloignés (notamment public féminin)
- Acculturation et initiation aux compétences de base en cybersécurité dans des secteurs transverses
- Élévation du niveau de compétences en cybersécurité au service d'une transformation de l'économie

Description des actions

Sous-WP 1. 1. Attraction vers la filière au collège (3^{ème}) et au lycée, en partenariat avec les Rectorats de Guadeloupe et de Martinique.

En Guadeloupe, l'Académie dispose de 9 Fab'Labs équipés et aménagés par les collectivités (Région Guadeloupe et Collectivité de Saint-Martin) dans 9 lycées répartis sur le territoire. La sensibilisation sera menée à travers 2 types d'ateliers dispensés en priorité au sein de ces Fab'Labs : ateliers de sensibilisation pour les élèves de 3^{ème} et 2^{nde} et ateliers avancés de sensibilisation pour les élèves de Terminale et de BTS. Les enseignants bénéficieront des ressources de CANOPE Guadeloupe⁹ pour la sensibilisation à la cybersécurité et à l'hygiène numérique. L'ingénierie pédagogique sera élaborée par les enseignants en cybersécurité de l'Académie, accompagnés d'experts. Les modules seront ensuite déployés à travers l'animation des ateliers précités. Afin de permettre l'initiation et les mises en situation concrètes, le projet mettra à disposition des équipements informatiques dédiés au sein de 3 Fab'Labs dans un premier temps, puis des 6 autres avec l'appui de la Région Guadeloupe. Une articulation sera prévue avec des événements tels que [Demain spécialiste cyber](#), la Semaine du numérique et des sciences informatiques, [Capture the flag : Passe ton Hack d'abord](#) de la 2^{nde} à Bac+2¹⁰ co-organisé par le commandement de la cyberdéfense et la Direction générale de l'enseignement scolaire.

En Martinique, on valorisera les actions du Safer Internet Day et la Semaine du numérique en ciblant la cybersécurité pour les écoles, collèges et lycées. Le projet conduira à concevoir un escape game pour les élèves de 3^{ème} (1 séance de 2h pendant 3 ans), ainsi qu'un défi [Capture the flag : Passe ton Hack d'abord](#) pour les élèves de 2^{nde}.

⁹ Voir par exemple [cette vidéo](#).

¹⁰ Secondes GT SNT, professionnelle Métiers des transitions numérique et énergétique ; premières/terminales G spécialité mathématiques et NSI, technologiques filières STMG et STI2D, professionnelles filière CIEL ; BTS CIEL, SIO et mentions complémentaires SNO et cybersécurité.



Sous-WP 1. 2. Sensibilisation à la cybersécurité et promotion de l'hygiène numérique à destination du grand public à travers les actions suivantes :

- Création d'une version améliorée du « Serious Game » Opération Skybreak (mis en place par l'ACCYB) qui aura la capacité d'atteindre un public plus large
- Mise en place d'un Hackathon Formation en présentiel en s'appuyant sur le Hackathon Challenge, en lien avec la cybersécurité, organisée par l'ACCYB
- Montée en puissance du programme [Orange Digital Center](#) avec des ateliers numériques d'acculturation autour de 6 thématiques : Sécurité et confiance numérique, Protection des données personnelles, Se protéger des arnaques en ligne, Protection de son identité numérique, Réseaux sociaux et esprit critique, Jeunes et cyber harcèlement. Publics visés : jeunes adultes fragiles, accessibles par les missions locales et le RSMA ; jeunes en formation d'adulte, accessibles via les CFA académiques ; publics seniors, accessibles par les associations de seniors, les CCAS et autres structures communales. Une formation d'animateurs sera mise en place pour étoffer les ressources humaines et faciliter le déploiement des ateliers, parmi les apprenants en formation d'animation sociale et socio-culturelle et de la relation client.
- Soutien au renforcement de l'utilisation du CléA numérique, une certification interprofessionnelle reconnue nationalement garantissant l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences commun (voir module 4, Appliquer les règles et bonnes pratiques de la sécurité numérique)

Sous-WP 1. 3. Modules d'initiation aux compétences de base en cybersécurité les publics post-bac et les étudiants de l'UA (L1 et L2) ouverts aux primo-entrants de l'UA, aux stagiaires de la formation continue et aux salariés des administrations et entreprises qui pourront donner lieu par la suite à une offre de micro-certification. Tous les primos-arrivants de l'UA seront sensibilisés via un appui sur le référentiel PIX (Sécurisation de l'environnement des pratiques numériques). Un module d'enseignement spécifique sera introduit en L2 pour les mathématiciens et informaticiens.

Nombre d'heures prévisionnelles

- Actions de sensibilisation/attraction pour les scolaires : séances de 1 à 2h selon les formats
- Modules d'initiation aux compétences de base : L1 : 10h, L2 MATHS-INFO : 24h
- Modules de formation aux compétences numériques de base et à l'hygiène numérique : 74h

Titres, certifications ou diplômes proposés : Certificat national CléA numérique ; à terme, micro-certifications cybersécurité pour les professionnels et stagiaires de la formation continue

Débouchés : Orientation des jeunes vers les formations en cybersécurité

Partenaires impliqués

- Rectorats de Guadeloupe et de Martinique (pilotes)
- ACCYB (événementiel de sensibilisation) (pilote)
- Université des Antilles (modules de sensibilisation pour les étudiants de L1/ L2)
- Orange Antilles-Guyane (mobilisation du programme Orange Digital Center)
- GRETA-CFA de la Guadeloupe (déploiement du CléA numérique)
- Organisations soutenant le projet, dont AFDAS (mobilisation et financement autour du CléA numérique)

Estimation du public touché

- Sensibilisation en collège et lycée : 720 lycéens et collégiens/an
- Sensibilisation grand public : escape game : 400 personnes/an, hackathons : 100 personnes/an, Ateliers Orange Digital Center : 1 000 personnes/an en comptant les 4 territoires



- Modules d'initiation compétences de base : plusieurs centaines d'étudiants par an (primo-entrants, L2)
- CléA numérique : 30 salariés/an

Work-package 2 : Formation initiale en cybersécurité

Objectifs

- Proposer une offre complète de formation initiale en cybersécurité afin de garantir un vivier de professionnels formés à ces compétences sur le territoire
- Proposer une offre de formation experte et certifiante en cybersécurité
- Favoriser l'insertion professionnelle, notamment à travers un dispositif de formation en alternance

Description des actions

Sous-WP 2. 1. Création d'un parcours « Cybersécurité » au sein de la Licence Informatique, accessible en alternance - public ciblé : BTS CIEL, BUT INFO, Licence 2 Informatique ou équivalent. Ce parcours enrichira l'éventail de formations déjà disponibles à l'UA, où deux autres parcours de la licence, Informatique et MIAGE, conduisent respectivement vers des Masters en Informatique et en MIAGE. Ce nouveau parcours vise un double objectif: (i) acquérir le socle fondamental de connaissances et de compétences de la cybersécurité ; (ii) préparer à une poursuite en Master sur la sécurité des systèmes d'informations. L'introduction de ce parcours ne perturbera pas les effectifs des formations existantes, car il cible principalement les étudiants issus des BTS CIEL et du BUT INFO, déjà sensibilisés à la cybersécurité et sans perspectives de poursuite d'études locales. Enfin, ce parcours aura une dimension professionnalisante forte, puisqu'il sera ouvert exclusivement en alternance avec participation de professionnels du territoire.

Sous-WP 2. 2. Création d'un parcours « Sécurité du numérique » au sein du Master MIAGE de l'UA - Public ciblé : Licence 3 Informatique - parcours Cybersécurité ou équivalent. Le Master MIAGE vise à donner une double compétence aux étudiants : en Informatique et en Gestion des entreprises. Le parcours « Sécurité du numérique » s'ajoutera au parcours existant « Science des données et Application » et aura pour objectif de former des cadres avec un haut niveau d'expertise en cybersécurité. Il sera ouvert exclusivement en alternance et facilitera les contrats d'apprentissage et de professionnalisation dans les différents territoires du projets avec des périodes d'apprentissage longues (entre 2 et 3 mois). Il inclura également la préparation à la certification ISO 27001 durant l'année de Master 2.

Nombre d'heures prévisionnelles

- Parcours Cybersécurité Lic. Informatique : 500h (dont 40 % réalisées par des professionnels du territoire)
- Parcours « Sécurité du numérique » Master MIAGE : 500h en Master 1^{ère} année (dont 40 % réalisées par des professionnels du territoire), 400h en Master 2^{ème} année (dont 10 % dédiées à la préparation et de la certification et 40 % réalisées par des professionnels du territoire)

Titres, certifications ou diplômes proposés : Licence Informatique parcours Cybersécurité, Master MIAGE parcours Sécurité du numérique, Préparation à la Certification ISO 27001 en Master 2

Débouchés

- Poursuite en Master et/ou en Doctorat
- Insertion professionnelle : Administrateur système/réseau/base de donnée, Responsable de la sécurité des systèmes d'information, Consultant en sécurité informatique, Architecte systèmes et logiciels,



Ingénieur en Cybersécurité, Délégué à la protection des données, Chef de projet informatique

Partenaires impliqués

- **Université des Antilles (pilote)**
- **GRETA-CFA de la Guadeloupe** (mise en œuvre formations en apprentissage et professionnalisation)
- Réseau des organisations soutenant le projet (Orange, EXODATA, Gendarmerie Nationale) : accueil et recrutement des alternants

Estimation du public touché

- Parcours cybersécurité au sein de la licence informatique : 10 à 15 étudiants/an
- Parcours Sécurité du numérique au sein du Master MIAGE : 8 à 12 étudiants/an

Work-package 3 : Formation continue en cybersécurité

Objectifs

- Faciliter la montée en compétences des professionnels en cybersécurité
- Favoriser les reconversions professionnelles dans le domaine de la cybersécurité
- Proposer une offre de formation aux demandeurs d'emploi
- Mettre en place un modèle vertueux en cascade : former des profils clés au sein des organisations qui poursuivront la formation des salariés en interne

Description des actions

Sous-WP 3. 1. Accompagnement des **dirigeants et chefs d'entreprises** pour leur proposer un diagnostic action au niveau RH et organisationnel dans le domaine de la cybersécurité

Sous-WP 3. 2. Création d'un Diplôme universitaire Cybersécurité adressé à des salariés ou demandeurs d'emploi titulaires d'un BTS ou DUT en informatique (bac+2) et plus, accessible en alternance ou en formation continue pour former des professionnels capables de maîtriser, analyser, concevoir, implémenter des solutions de sécurité des systèmes et réseaux informatiques. Inclut une préparation à la certification ISO 27001.

Sous-WP 3. 3. Préparation du Titre de Technicien Supérieur Système Réseaux - option cybersécurité accessible en alternance : formation de professionnels qui maîtrisent l'installation, le maintien du fonctionnement et de l'utilisation d'infrastructures informatiques, et accompagnent les utilisateurs tant dans la prise en main qu'au niveau des dysfonctionnements. Ils interviennent également sur la sécurité des réseaux, du diagnostic à la résolution de dysfonctionnements. La polyvalence de ce professionnel en fait un véritable atout pour les petites entreprises. Cette formation pourra être complétée par le DU cybersécurité (compétences expertes).

Titres, certifications ou diplômes proposés : Diplôme universitaire Cybersécurité, Titre professionnel de Technicien Supérieur Système Réseaux - option cybersécurité, de niveau 5, préparation à la Certification ISO 27001

Nombre d'heures prévisionnelles

- Diplôme universitaire Cybersécurité : 180h
- Préparation du Titre de Technicien Supérieur Système Réseaux - option cybersécurité : 900h

Débouchés : Administrateur système/réseau/base de données, Administrateur d'infrastructures



sécurisées, Technicien Supérieur Système Réseaux, Responsable de la sécurité des systèmes d'information, Consultant en sécurité informatique

Partenaires impliqués

- GRETA-CFA de Guadeloupe (pilote)

- Université des Antilles (mise en place du Diplôme Universitaire)
- ACCYB (accompagnement des entreprises)
- Organisations soutenant le projet (OPCO AFDAS, Orange Antilles-Guyane, CLUSIR, EXODATA, Gendarmerie Nationale, UDE-MEDEF, France Travail (actions également envisagées avec l'OPCO AKTO et le CNFPT) : accueil d'alternants, promotion des actions

Estimation du public touché

- Diplôme universitaire : 15 apprenants par an à partir de la rentrée 2025/2026
- Titre de Technicien Supérieur Système Réseaux - option cybersécurité : 15 apprenants /an
- Accompagnement des dirigeants : 55/an
- Certifications Iso 27001 : 30 apprenants/an

Work-package 4 : Formation de formateurs et soutien à l'insertion professionnelle

Objectifs

- Formation de formateurs garantissant la pérennité du dispositif
- Soutien à l'insertion professionnelle et rétention des talents et des compétences sur le territoire

Description des actions

Sous-WP 4. 1. Formation de formateurs (enseignants-chercheurs de l'UA, personnels des Rectorats, formateurs du GRETA-CFA) à travers la mobilisation de formateurs professionnels, conduite sur les 2 premières années du projet. Inclut une capacité à former à la préparation de la certification ISO 27001

Sous-WP 4. 2. Soutien à l'insertion professionnelle en interaction avec France Travail et avec le réseau des entreprises partenaires, notamment via la mobilisation du Conseil pédagogique et stratégique (voir section 2. 2. 2. ci-dessous), composé d'experts du territoire et de représentants du tissu économique

Nombre d'heures prévisionnelles Formation de formateurs : 30h

Partenaires impliqués

- GRETA-CFA de Guadeloupe (pilote)

- Université des Antilles, Rectorats de Guadeloupe et de Martinique (vivier de personnels formés)
- ACCYB, France Travail, aures organisations soutenant le projet (interface avec les employeurs)

Estimation du public touché Formation de formateurs : 30 personnels au total

Work-package 5 : Pilotage et communication

Objectifs

- Mettre en place un dispositif de pilotage collégial et efficace du projet
- Assurer l'amélioration continue et l'adaptation des formations à l'évolution des compétences



- Garantir un suivi appuyé sur les données à travers un recueil d'indicateurs pertinents
- Garantir la pérennité du projet
- Assurer la communication autour des formations ainsi que leur promotion, mettre en place une communauté de pratiques et créer une dynamique autour du projet

Description des actions

Sous-WP 5. 1. Mise en place des instances de pilotage du projet et de l'équipe-projet (voir sections 2. 1. et 2. 2. ci-dessous)

Sous-WP 5. 2. Mise en place d'un système de suivi appuyé par un recueil d'indicateurs pertinents (voir section 2. 2. ci-dessous)

Sous-WP 5. 3. Élaboration et déploiement d'un plan de communication autour des formations (supports de communication diffusés auprès des publics scolaires, communication sur les réseaux sociaux et dans les médias locaux, communication auprès des entreprises)

Sous-WP 5. 4. Organisation et participation à des événements de promotion des formations (Salons, Semaine de l'alternance, Forum des métiers etc.) (voir détail en section 1. 4.)

Sous-WP 5. 5. Animation d'une communauté de pratiques autour des formations

Partenaires impliqués

- **Université des Antilles (pilotage) et ACCYB (communication et communauté de pratiques)**

- Ensemble des partenaires du projet (gouvernance du projet et actions de communication)

- Organisations soutenant le projet : communication et promotion des actions

1. 2. 3. Les modalités pédagogiques et d'accompagnement

Les formations du dispositif CyberEDAntilles seront proposées **sur les territoires de Guadeloupe, Martinique**, et ouvertes au public de **Saint-Martin et Saint-Barthélemy**. Dans le cas des formations initiales de licence et de Master (WP2), les cours magistraux seront conduits en **modalité hybride**, et les TD seront dédoublés (conduits en présentiel sur chacun des deux pôles de l'UA). Dans ses différents domaines d'implémentation, CyberEDAntilles mobilisera des **formats pédagogiques innovants et attractifs** qui incluront une **formation par la pratique, réalisée notamment en articulation** :

- **avec les Rectorats de Guadeloupe et de Martinique** pour une sensibilisation au collège et au lycée appuyée sur des pratiques ludiques sur le modèle du dispositif [Cyberenjeux](#) proposé par l'ANSSI et à travers l'utilisation de fablabs dédiés ;
- en articulation avec le projet d'**Institut du numérique** en cours de consolidation par la **Collectivité territoriale de Martinique** et avec le projet de **Laboratoire cyber** de l'**ACCYB** mis en place en Guadeloupe, un lieu de type Fablab permettant de réaliser des tests en matière de sécurité (p. ex. : tests sur des virus nécessitant des espaces fermés/sécurisés).

De plus, CyberEDAntilles s'appuie sur le dispositif de la **formation en alternance**, qui permettra de renforcer le lien avec le monde socio-économique et l'insertion professionnelle des apprenants. CyberEDAntilles mobilisera également des techniques de **réalité virtuelle**, sur la base d'une première expérimentation pilote conduite par des enseignants-chercheurs de l'UA qui a démontré la valeur ajoutée de l'apprentissage par réalité virtuelle, notamment au sein des enseignements en informatique¹¹. Nous procéderons à l'équipement de 2 **salles de TD pour enseignements**

¹¹ Pluton, L. et Stattner, E. (2023). [Influence de l'environnement de formation à distance sur l'engagement des apprenants et apprenantes : une expérimentation autour de la réalité virtuelle.](#)



hybrides/technologies Hyflex sur les Pôle de Guadeloupe et de Martinique de l'Université.

CyberEDAntilles a pour particularité de préparer les futurs professionnels antillais aux **spécificités de ce secteur sur leur Bassin géographique**. En plus du socle de compétences fondamentales et techniques, il proposera des **modules complémentaires et pluridisciplinaires liés aux aspects juridiques, géopolitiques ou économiques propres au Bassin caribéen** : origine des attaques, gestion de crise en écosystème insulaire, spécificités juridiques locales, infrastructures. Les formations mises en place seront labellisées à travers le [LABEL SECNUMEDU \(formations longues\)](#) et le [LABEL SECNUMEDU formation continue](#). Des intervenants seront mobilisés à travers les **réseaux d'experts** des partenaires, notamment l'ACCYB. Lorsque des prestataires externes seront mobilisés, ceux-ci seront sélectionnés sur la base de critères de qualité (certification Qualiopi), et dans le respect des règles de la commande publique.

1. 2. 4. Les mesures en faveur de la transition sociétale

CyberEDAntilles est pensé dans une démarche d'inclusivité, aussi bien du point de vue des publics visés que des intervenants au sein des formations. Cela se traduira notamment par :

- un **ciblage des publics éloignés** (public féminin, publics fragiles, dans les **actions de sensibilisation/attraction vers la filière** ;
- un **ciblage des publics vulnérables** (publics séniors, recours à la langue créole dans les formations) dans les actions de sensibilisation à l'hygiène numérique ;
- une cible d'**un tiers de femmes** minimum pour les actions de **formation de formateurs**, de façon à garantir ce même ratio au sein du vivier de formateurs du dispositif.

Cette politique d'inclusivité est notamment au centre de la stratégie du programme **Orange Digital Center**, partenaire du projet dont l'une des priorités est de s'adresser à des publics éloignés ou fragiles (Quartiers politiques de la ville, mobilisation d'experts de l'inclusion des séniors, prise en compte de l'illectronisme, accompagnement à l'entrepreneuriat féminin digital).

En termes de **transition environnementale**, un défi propre au projet tient à la multi-insularité de son champ de déploiement (Guadeloupe, Martinique, St-Martin, St-Barthélemy). Les mesures de **pédagogie hybride** mentionnées plus haut auront notamment pour fonction de **limiter l'impact environnemental** du projet en évitant les déplacements des formateurs ou des apprenants. Par ailleurs, le fait de procéder à des actions de **formation de formateurs**, puis de former un **vivier de compétences locales** en cybersécurité permettra d'internaliser ces compétences et d'éviter de mobiliser des experts en provenance de l'Hexagone.

1. 3. RÉSULTATS ET MESURE DE L'IMPACT

Sur la base des effectifs moyens par action proposés dans la description des work-packages ci-dessus, nous estimons que le dispositif CyberEDAntilles permettra de former et sensibiliser directement **4 200 personnes**¹² au total au bout des 5 ans de la période de financement, en tenant compte de l'amorçage puis de la montée en puissance. Au-delà de cette période (en rythme de croisière une fois le dispositif parvenu à maturité), il est attendu que près de **950 personnes par an** soient directement formées et/ou sensibilisées. En plus de cela, des centaines de personnes sur les 4 territoires de déploiement du projet seront touchées par les actions de sensibilisation destinées au grand public (Escape game, hackathon, Orange Digital Center, événementiel etc.).

En termes de **risques**, le principal risque identifié tient à la capacité à **dégager un vivier suffisant de participants aux formations**, notamment sur un ensemble de territoires insulaires. Ce risque est néanmoins jugé comme contrôlé à travers une analyse des flux de publics-cibles au sein du

¹² Nous avons révisé l'estimation du public touché par le dispositif CyberEDAntilles par rapport à la lettre d'intention en faisant une distinction plus claire entre les personnes directement formées/sensibilisées et les actions de sensibilisation destinées au grand public.



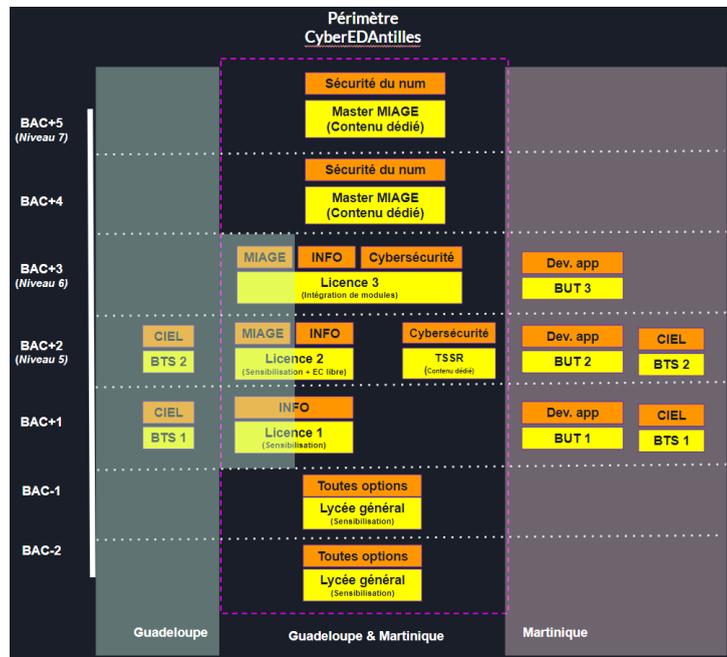
**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
COMPÉTENCES ET MÉTIERS D'AVENIR - CMA
2023**

CATÉGORIE : DISPOSITIF DE FORMATION

DOCUMENT PRÉSENTATION PROJET

CyberEDAntilles

projet, que nous représentons par le graphique ci-dessous. Il est ainsi attendu que les BTS CIEL alimentent majoritairement le parcours Cybersécurité de la Licence Informatique. Des actions de sensibilisation spécifiques seront de plus prévues aux différents niveaux de formation définissant le périmètre du projet, pour renforcer l'attraction vers les formations proposées dans le projet.



1. 4. DIFFUSION DES DISPOSITIFS ET DES RÉSULTATS

L'élaboration et le déploiement d'un **plan de communication** autour des formations seront assurés au sein du Sous-WP 5. 3. Cela impliquera des activités de **promotion des formations proposées** sur les sites internet des partenaires, sur les plateformes nationales (notamment Mon Master) et sur le site web du GRETA-CFA de la Guadeloupe et des partenaires. Les actions de sensibilisation à destination des différents publics scolaires, professionnels et généralistes prévues au WP1 permettront également une diffusion de l'information autour de ces formations, notamment à travers des supports dédiés (brochures, flyers). Les partenaires du projet seront présents sur les **événements locaux d'orientation présentiels et en ligne**, notamment les Journées portes ouvertes de l'Université, le [Salon de l'Orientation, de la Formation et des Métiers de Guadeloupe](#), le [Salon virtuel de l'orientation de Guadeloupe](#), la Semaine de l'alternance, le Salon Formeo en Martinique ou encore le Forum des métiers à Saint-Barthélemy. Une démarche de **dissémination des résultats** sera conduite dans une volonté d'essaimage. Les études d'impact conduites sur le projet seront publiées aussi bien sur des canaux de communication grand public (sites internet des partenaires) qu'à travers des publications en sciences de l'éducation dans la lignée de la publication indiquée plus haut sur l'impact des pédagogies basées sur la réalité virtuelle. L'ACCYB pilotera l'animation d'une communauté de pratiques, et mobilisera le réseau en cours de mise en place au sein du Bassin Caraïbe (îles néerlandaises, Trinidad, Jamaïque).

2. ORGANISATION ET PILOTAGE DU PROJET

2. 1. ORGANISATION DU CONSORTIUM

Le **modèle du pilotage du projet** aura 2 objectifs complémentaires : assurer le **suivi de la feuille de route du projet** pendant la période de financement et, de façon pérenne, garantir la **pertinence et l'actualisation des formations proposées**. Afin de répondre à ces deux objectifs, la gouvernance et le pilotage du projet seront proposés de la façon suivante :



Le **Comité de pilotage** sera présidé par l'**Université des Antilles** en tant que chef de file, et comprendra un **représentant de chaque partenaire** (ACCYB, GRETA-CFA de Guadeloupe, Rectorats de Guadeloupe et de Martinique, Orange Antilles-Guyane). Il définira la vision, la mission et les objectifs à long terme du projet et supervisera la mise en œuvre des activités. En plus de l'objectif direct qui est de créer conjointement une offre de formation d'excellence sur la cybersécurité aux Antilles, la mise en place de ce Comité de pilotage aura pour valeur ajoutée fondamentale de contribuer à la **structuration de l'écosystème public/privé autour de la cybersécurité sur ces territoires**. Il se réunira 1 fois par mois dans la première année du lancement projet, puis une fois tous les 3 mois une fois le dispositif pleinement installé.

2. 2. PILOTAGE DU PROJET

2. 2. 2. Dispositif de pilotage

Le Comité de pilotage sera secondé par une **équipe opérationnelle** qui comprendra le coordinateur et le responsable de qualité et communication qui seront recrutés spécifiquement, ainsi que les coordinateurs des work-packages. Cette équipe se réunira tous les mois.

De plus, le dispositif comprendra un **Conseil pédagogique et stratégique** réunissant des experts et parties prenantes désignés par le Comité de pilotage (p. ex. experts en cybersécurité, représentants des employeurs ou des filières, collectivités territoriales, membres de l'ANSSI). Ce Conseil instruira la démarche d'amélioration continue en assurant une veille sur les besoins en compétences sur l'évolution du secteur. Il réalisera une **étude de mi-parcours** sur l'évolution de la carte des formations en cybersécurité en lien avec le marché de l'emploi, ainsi qu'un **bilan final avec analyse d'impact**. Le projet sera mesuré au moyen d'un système d'indicateurs couvrant les aspects suivants¹³ :

- **Sensibilisation** : %age de collèges et de lycées du territoire touchés par an, distribution sur les 4 îles du périmètre du projet, nb d'élèves touchés, nb de professionnels participant aux formations aux compétences de base, nb d'événements grand public organisés par an
- **Attractivité des parcours** : accroissement du nb de personnes attirées vers la filière à terme, accroissement du %age du public féminin au sein des formations
- **Formation** : nb de personnes formées par an en licence, nb de personnes formées par an en Master, nb d'inscrits au DU en cybersécurité par an, nb de certifications obtenues par an
- **Impact socio-économique** : tx d'insertion professionnelle, nb de reconversions professionnelles, nb de salariés accompagnés, nb d'emplois créés, nb d'entreprises créées offrant des services de cybersécurité, diminution du nb de cyberattaques, réduction du temps

¹³ L'affinage du système d'indicateurs et la définition de cibles correspondante seront inclus dans la fiche de poste du responsable qualité recruté pour le projet

de gestion des incidents liés aux cyberattaques

- **Inclusivité du dispositif** : %age de public féminin parmi le public formé, %age de public féminin au sein de la formation de formateurs, %age de public touché au sein des territoires éloignés, nb de séniors touchés par le projet
- **Soutenabilité du dispositif** : revenus générés par le projet

2. 2. 3. Calendrier de mise en œuvre

Année Trimestre	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4				Année 5			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Work-package 1 : Sensibilisation et attraction vers la filière																				
Sous-WP 1.1. Déploiement d'équipements dans les trois Fab'Labs																				
Sous-WP 1.1. Mise en place d'ateliers de sensibilisation dans les Fab'Labs																				
Sous-WP 1.2. Ateliers Orange Digital Center																				
Sous-WP 1.2. Lancement du Serious Game Cyber																				
Sous-WP 1.2. Organisation d'un Hackathon Formation en cybersécurité																				
Sous-WP 1.3. Mise en place des modules de sensibilisation																				
Work-package 2 : Formation initiale en cybersécurité																				
Ingénierie pédagogique et élaboration des maquettes																				
Equipement des salles pour l'enseignement en hybride																				
Sous-WP 2.1. Lancement du parcours Cybersécurité de la licence Informatique																				
Sous-WP 2.2. Lancement du parcours Sécurité du numérique du M1 MIAGE																				
Sous-WP 2.2. Lancement du parcours Sécurité du numérique du M2 MIAGE																				
Work-package 3 : Formation continue en cybersécurité																				
Ingénierie pédagogique et élaboration des maquettes																				
Sous-WP 3. 1. Accompagnement des dirigeants et chefs d'entreprises																				
Sous-WP 3. 2. Création d'un Diplôme universitaire Cybersécurité																				
Sous-WP 3. 3. Préparation du Titre de Technicien Supérieur Système Réseaux																				
Work-package 4 : Formation de formateurs et soutien à l'insertion pro.																				
Sous-WP 4. 1. Formation des formateurs																				
Work-package 5 : Pilotage et communication																				
Sous-WP 5. 1. Mise en place des instances de pilotage et de l'équipe-projet																				
Sous-WP 5. 2. Suivi du projet et évaluation du dispositif																				
Sous-WP 5. 2. Etude de mi-parcours sur l'évolution de la carte des formations																				
Sous-WP 5. 3/4/5. Communication et promotion de la nouvelle offre de formation																				
Premiers retours d'expérience et adaptation du dispositif																				

2. 3. PÉRENNITÉ DES DISPOSITIFS MIS EN PLACE

Les formations mises en place au sein du projet sont conçues de façon pérenne, et le financement demandé s'inscrit dans une démarche de **fonds d'amorçage**. Une partie des financements correspond à un **investissement initial** qui n'aura **pas besoin d'être réitéré** (ingénierie pédagogique, équipements, formation de formateurs). En plus de cela, le projet permettra de dégager progressivement des ressources, notamment à travers les **droits d'inscription (DU)** ou le renforcement des relations avec les entreprises. La labellisation CMA facilitera également l'attraction de ressources complémentaires (p. ex. Interreg, mécénat). Enfin, l'inscription dans le projet d'une **formation de formateurs** sert directement l'objectif de pérennisation du dispositif, en mettant en place un modèle vertueux en cascade pour le transfert de compétences.

En termes de **gouvernance**, le pilotage en mode projet cédera la place au terme de la période de financement à une gouvernance en continu visant à garantir en particulier la bonne évolution de la carte des formations. Le modèle définitif sera mis en place par le Comité de pilotage pendant la deuxième phase du projet, et les partenaires s'engagent à dédier les ressources requises pour ce modèle d'atterrissage.

3. JUSTIFICATION DES DÉPENSES DU PROJET

CyberEDAntilles comporte un **coût total de 5 079 322 €** (hors frais d'environnement), dont **2 940 276 € (57,89 %)** sont demandés au titre de la subvention¹⁴. L'apport des partenaires s'élève à **2**

¹⁴ Le budget a été revu à la baisse par rapport au montant indiqué dans la lettre d'intention pour tenir compte des remarques proposées par les évaluateurs.



139 046 €, répartis de la façon suivante (hors frais d'environnement) : UA - 609 272 € ; ACCYB - 256 360 €, GRETA-CFA Guadeloupe - 911 176 € ; Rectorat de Guadeloupe - 162 165 €, Rectorat de Martinique - 100 563 €, Orange Antilles-Guyane - 99 510 €. Le montant des **co-financements privés** (ACCYB et Orange Antilles-Guyane) est de **355 870 €**. De plus, la **Collectivité territoriale de Martinique** et l'UA ont signé une [Convention d'objectifs et de moyens 2023 - 2026](#), dont l'un des axes porte sur la construction d'une offre de formation avec co-financement à hauteur de 1,6M €. L'UA envisage de mobiliser une partie de ce financement à hauteur de **300 000 €** sur la période du projet qui viendront s'ajouter aux co-financements indiqués dans l'annexe financière.

Le budget du projet a été élaboré par un **calcul des coûts année par année**, avec un **modèle « en cloche »** : montée en puissance progressive (année 1 et 2), puis stabilisation et dégressivité en années 4 et 5 pour préparer l'absorption des coûts. Il intègre une **problématique de surcoûts** propres aux territoires ultramarins et au territoire antillais en particulier : projet qui couvre 2 régions académiques et 4 collectivités territoriales sur 2 835 km², ce qui engendre des **frais de déplacement** et d'équipement pour les modalités hybrides ; coûts liés à l'**importation des équipements** et à la **mobilisation de formateurs de l'Hexagone pour la formation de formateurs** ; surcoût de la **masse salariale** (indexation des salaires de 40%).

N°	Titre de l'action/de l'axe	Principaux postes de dépenses	Budget prévu (k€ ¹⁵)	Aide demandée (k€)
1	WP1 sensibilisation et attraction vers la filière	Ingénierie pédagogique, indemnités intervenants experts et vacations, missions, supports de communication, encadrement administratif et pédagogique, équipements, fonctionnement événementiel	1142k€	610k€
2	WP2 Formation initiale	Ingénierie pédagogique, enseignements (vacation, enseignants contractuels, enseignements externalisés), encadrement administratif et pédagogique, équipements et maintenance (dont réalité augmentée, hybridation, laboratoire cyber), prestations de certification	2150k€	1203k€
3	WP3 Formation continue	Ingénierie pédagogique, enseignements (vacations, enseignants contractuels, enseignements externalisés via des prestataires), encadrement administratif et pédagogique, prestations de certification, équipements et matériel informatique	370k€,	24k€
4	WP4 Formation de formateurs et insertion professionnelle	Formations de formateurs (prestations externalisées), budget de fonctionnement communication, missions	153k€	96k €
5	WP5 Pilotage et communication	Recrutement coordinateur projet et responsable qualité et communication, participation partenaires aux instances du projet (coût RH et missions), budget de fonctionnement communication et participation à de l'événementiel sur les différentes îles (salons...), prestations intellectuelles pour le suivi de la cartographie formations	816k€	564k €

¹⁵ Hors frais d'environnement et hors frais généraux.



Annexe : Lettres de Soutien

- Association du Numérique du Secteur Public
- Chambre Économique Multiprofessionnelle de Saint-Barthélemy
- Clusir Caraïbes
- EXODATA
- France Travail
- Gendarmerie nationale
- Opérateur de compétences AFDAS
- UDE-MEDEF



Pointe-Noire, Le 12 mars 2024

Thierry JEAN-CHARLES
Président de l'ADNSP
1999 Chemin de VARIN
GOMMIER,
97116 POINTE-NOIRE

À M. Rodolphe DALLE
Responsable de l'action
« Compétences et métiers
d'avenir »

Objet : Lettre de soutien au projet CyberEdAntilles

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) Thierry Jean-Charles, président de l'Association du Numérique du Secteur Public (ADNSP) souhaite exprimer le soutien de mon association au projet CyberEDAntilles : Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir ».

CyberEDAntilles propose un dispositif ambitieux et intégré de formation initiale et continue en cybersécurité à destination du territoire antillais (Martinique, Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin).

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou master en cybersécurité ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un bouquet complet de formations en cybersécurité sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac et à la formation continue. Cela garantira une continuité territoriale aujourd'hui mise à mal du fait de l'insularité voire de la double insularité pour certaines de nos collectivités (îles du Sud, Marie-Galante, Désirade).

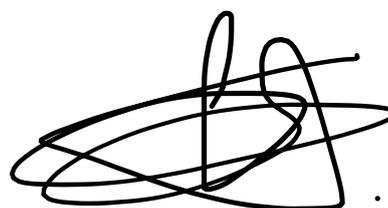
CyberEDAntilles est porté par un consortium ambitieux réunissant des acteurs publics de la formation initiale et continue, des acteurs privés et des acteurs territoriaux. Il contribuera fortement au développement du territoire antillais, qui présente une réelle vulnérabilité aux cyberattaques ou encore aux risques naturels extrêmes (ouragans, séismes) éprouvant la résilience de nos infrastructures. Il aura également un impact mesurable sur le taux d'emploi aux Antilles, où le chômage des jeunes est important et où le retour ou la rétention des talents constitue une priorité absolue compte tenu du vieillissement de la population.

Le projet CyberEDAntilles nous apparaît comme une action importante compte tenu de notre intérêt pour notre champ d'action, et nous estimons qu'il pourra jouer un rôle clé pour favoriser le développement durable de ces territoires français d'Amérique.

C'est pourquoi nous indiquons notre volonté de soutenir le projet, et en particulier d'intervenir le cas échéant en soutien aux actions de sensibilisation, d'information du grand public aux enjeux cyber, tout en accompagnant les bénéficiaires de ces formations pour leur insertion professionnelle durable.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à cette lettre de soutien, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations les meilleures.

Thierry JEAN-CHARLES
Président de l'ADNSP

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a final horizontal stroke, followed by a period.

- *A l'attention de M. Rodolphe Dalle, Responsable de l'action
compétences et métiers d'avenir-*

Objet : Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles

A Saint-Barthélemy, le 08/03/2024,

Monsieur,

La Chambre économique et multi professionnelle (CEM) apporte son soutien au projet CyberEDAntilles : enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

La proposition ambitieuse de formation initiale et continue en cybersécurité à destination de la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy répond à une problématique actuelle et en perpétuelle évolution. En témoigne l'absence de formations de niveau licence ou Master ou de formations longue en matière de cyber sécurité. Le bouquet complet de formations formulées du pré-bac au post-bac, et au-delà est porté par un consortium ambitieux réunissant acteurs publics, privés et territoriaux.

Répondant aux défis de demain que sont la lutte contre les cybers attaques et le vieillissement de la population, le projet CyberEDAntilles est pertinent pour le territoire antillais. L'accès spécifique porté sur la formation des jeunes étudiants et le lien entre apprentissage et entreprises sont particulièrement importants pour l'île de Saint-Barthélemy. En effet, cela contribue à la stratégie souhaitée d'une plus grande résilience de ses acteurs et d'une capacité de réaction des entités concernées. Ces deux leviers n'étant possible que par des actions de formations adaptées et diplômantes.

En soutenant ce projet, la CEM souhaite contribuer au développement des actions liées à la cyber sécurité. Cette démarche d'accompagnement s'inscrit dans différentes actions déjà réalisées par nos soins. Qu'il s'agisse du congrès sur la Cyber sécurité (co organisé avec la Collectivité de Saint-Barthélemy) ou de l'identification de formations pertinentes en la matière. Le soutien de la CEM se traduira sous forme de relais d'informations et de promotion des formations longues proposées, mais également sous forme de communication auprès des dirigeants d'entreprises quant aux possibilités d'accompagnements RH et organisationnel dans le domaine cyber.

Le Président de la CEM,

Thomas Gréaux

PO



Signature numérique
de Maité COHEN
Date : 2024.03.12
18:15:38 -04'00'



Maxime RAYMOND
Président
Association Clusir Caraïbes
Club de la Cybersécurité Caraibéen
Maxime.raymond@clusir-caraibes.org
0696 898 777

A l'attention de M. Rodolphe Dalle,
Responsable de l'action Compétences et métiers d'avenir

Fort-de-France, 4 mars 2024

Objet : Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles

Monsieur Dalle,

En ma qualité de Président du Clusir Caraïbes, association fondée en 2017 dont l'objet principal est de sensibiliser autour des thématiques de Cybersécurité au sein des régions de la Caraïbes, je souhaite apporter notre au projet CyberEDAntilles : Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

CyberEDAntilles propose un dispositif ambitieux et intégré de formation initiale et continue en cybersécurité à destination du territoire antillais (Martinique, Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin).

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou Master en cybersécurité ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un bouquet complet de formations en cybersécurité sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac et à la formation continue.

CyberEDAntilles est porté par un consortium ambitieux réunissant des acteurs publics de la formation initiale et continue, des acteurs privés et des acteurs territoriaux. Il contribuera fortement au développement du territoire antillais, qui présente une réelle vulnérabilité aux cyberattaques. Il aura également un impact mesurable sur le taux d'emploi aux Antilles, où la formation des jeunes est importante et l'attractivité des talents constitue une priorité compte tenu des enjeux de vieillissement de la population.



Le projet CyberEDAntilles nous apparaît comme initiative majeure pour la formation de nos territoires dans une parfaite complémentarité et continuité des projets mis en œuvre par l'association pour nos territoires.

Notre association compte parmi ses membres des professionnels de la Cybersécurité a pour ambition d'être une sorte de 'think tank', carrefour de plusieurs groupes de travail et de réflexion sur les thématiques liées à la Cybersécurité (cartographie des formations autour de la cybersécurité, approche et méthodologie d'évaluation des risques, directives et réglementations cyber...). Le partage de la connaissance et la montée en maturité des individus et organisations sont les meilleures armes pour faire face à ses enjeux.

Pour toutes ses raisons, l'association Clusir Caraibes apporte son soutien au projet, et souhaite y apporter sa contribution notamment au travers de la participation aux événements de sensibilisations, lors de présentation des filières cybersécurité dans les lycées, à l'université, pendant les salons etc. et prolongeant la formation continue au sein de l'association parmi la communauté de professionnels, étudiants, chercheurs d'emploi, personne en reconversion. Fort de notre connaissance des entreprises, de leurs besoins dans le domaine de la cybersécurité, nous souhaitons apporter notre éclairage sur les nécessités de formations en cybersécurité sur le territoire au sein du comité pédagogique du projet CyberEDAntilles.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à cette lettre de soutien, je vous prie d'agréer, Monsieur Dalle, l'expression de mes salutations les meilleures.

Maxime RAYMOND

Président Clusir Caraibes

Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles

Courrier à l'attention de M. Rodolphe Dalle, Responsable de l'action Compétences et métiers d'avenir

Objet : Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles

Le 04/03/2024 à Le Lamentin (972 Martinique)

Je soussigné Frédéric DUTHEIL, (Directeur Général Associé) souhaite exprimer le soutien de Exodata au projet CyberEDAntilles : Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou Master en cybersécurité ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un ensemble de formations en cybersécurité sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac et à la formation continue.

Le projet CyberEDAntilles est important pour le tissu économique local mais aussi pour Exodata, pour des raisons tenant à nos spécificités métier :

- En tant qu'experts majeurs dans le domaine de la cybersécurité dans la région, Exodata possède une connaissance approfondie des menaces spécifiques au territoire des Antilles. Notre expérience nous permet d'anticiper et de répondre aux défis complexes liés à la sécurité numérique.
- Exodata a déjà mis en place des actions de sensibilisation en matière de cybersécurité. Notre engagement dans le projet CyberEDAntilles renforce notre capacité à éduquer et à former les jeunes générations, de la 3ème à la licence, sur les meilleures pratiques en matière de sécurité informatique.
- En collaborant étroitement avec nos clients et partenaires, nous avons identifié un besoin croissant d'améliorer la maturité cyber en Martinique. Ce territoire est à la fois riche en opportunités économiques et vulnérable, notamment en raison de son éloignement géographique de l'Europe. La résilience des entreprises locales est essentielle pour faire face aux défis futurs.
- La Martinique doit développer une autosuffisance dans certains domaines clés, notamment en matière de cybersécurité. En cas de crise majeure, il est crucial que les entreprises locales puissent maintenir leurs opérations et protéger leurs données sensibles.

A ce titre, nous croyons que le projet CyberEDAntilles est de nature à contribuer au renforcement de la sécurité numérique dans la région. Nous sommes donc favorables à ce projet et manifestons notre volonté de soutenir activement cette initiative. Plus spécifiquement, nous avons la capacité de former des formateurs qui pourront intervenir dans les différentes actions des programmes en collaboration avec nos experts locaux.

Nous sommes également prêts à étudier l'accueil des stagiaires et à dispenser des formations dans le cadre du projet CyberEDAntilles. Pour sensibiliser les jeunes générations, nous pourrions également présenter les métiers liés à la cybersécurité dans les lycées, à l'université et lors de salons dédiés. Notre objectif est de renforcer la sécurité numérique en Martinique et de contribuer au développement durable de notre territoire.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à cette lettre de soutien, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations les meilleures.

Frédéric DUTHEIL

1er étage Immeuble Bois Quarré Mangot Vulcin RN1
97232 Le Lamentin

caribes@exodata.fr | www.exodata.fr

Siren : 791 533 623

Capital : 100 000 €



France Travail
Direction Régionale Guadeloupe et Iles du Nord
Bât 1-2 Parc d'activités Antillôpole-Pôle Caraïbes
97139 Les Abymes

A l'attention de M. Rodolphe Dalle,
Responsable de l'action Compétences
et métiers d'avenir

Les Abymes, le 13 mars 2024

Objet : Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles

Je soussigné Fabrice MARIE-ROSE, directeur régional souhaite exprimer le soutien de France Travail au projet CyberEDAntilles : Enseignement et développement de la cyber sécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

CyberEDAntilles propose un dispositif ambitieux et intégré de formation initiale et continue en cyber sécurité à destination du territoire antillais (Martinique, Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin).

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou Master en cyber sécurité ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un bouquet complet de formations en cyber sécurité sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac et à la formation continue.

CyberEDAntilles est porté par un consortium ambitieux réunissant des acteurs publics de la formation initiale et continue, des acteurs privés et des acteurs territoriaux. Il contribuera fortement au développement du territoire antillais, qui présente une réelle vulnérabilité aux cyberattaques. Il aura également un impact mesurable sur le taux d'emploi aux Antilles, où le chômage des jeunes est important et où la rétention des talents constitue une priorité compte tenu des enjeux de vieillissement de la population.

Le projet CyberEDAntilles nous apparaît comme une action importante compte tenu de notre intérêt pour l'acculturation numérique des demandeurs d'emploi, et nous estimons qu'il pourra jouer un rôle clé pour le soutien à l'insertion professionnelle.

C'est pourquoi nous indiquons notre volonté de soutenir le projet, et en

particulier d'intervenir le cas échéant en soutien aux actions suivantes :

- Informer les demandeurs d'emploi sur les opportunités de formation et la recherche de candidat,
- Promouvoir sur les métiers et sur les formations de cyber sécurité dans le cadre d'événements ou activités d'orientation de France Travail
- Organiser et participer à des événements de promotion de la filière.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à cette lettre de soutien, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations les meilleures.

Fabrice MARIE-ROSE


France Travail

Directeur régional
Guadeloupe et Iles du Nord



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

Le général
commandant la gendarmerie de Guadeloupe

Monsieur Rodolphe DALLE
Responsable de l'action compétences et
métiers d'avenir

Saint-Claude, le 11 mars 2024

Objet : Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles

Je souhaite exprimer le soutien de la Gendarmerie de Guadeloupe au projet CyberEDAntilles : Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

CyberEDAntilles propose un dispositif ambitieux et intégré de formation initiale et continue en cybersécurité à destination du territoire antillais (Martinique, Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin).

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou Master en cybersécurité ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un bouquet complet de formations en cybersécurité sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac, ainsi qu'à la formation continue.

CyberEDAntilles est porté par un consortium ambitieux réunissant des acteurs publics de la formation initiale et continue, des acteurs privés et des acteurs territoriaux. Il contribuera fortement au développement du territoire antillais, qui présente une réelle vulnérabilité aux cyberattaques. Il aura également un impact mesurable sur le taux d'emploi aux Antilles, où le chômage des jeunes est important et où le maintien sur le territoire des talents constitue une priorité compte tenu du vieillissement de la population.

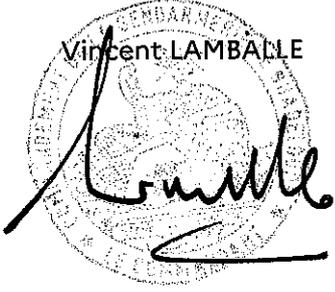
Le projet CyberEDAntilles apparaît comme une action importante pour la Gendarmerie nationale, qui est régulièrement confrontée aux phénomènes de cyberattaques sur le territoire antillais. Ils touchent aussi bien des particuliers que des entreprises ou des collectivités, et ont un impact considérable sur la compétitivité du territoire. Il est donc essentiel de former à la fois des professionnels de la cybersécurité, le grand public, les salariés et les dirigeants aux principes de base de l'hygiène numérique.

Commandement de Gendarmerie de la Guadeloupe
Caserne Morne-Houel
97120 Saint-Claude
05.90.80.98.83
www.gendarmerie.interieur.gouv.fr

C'est pourquoi je soutiens le projet, et en particulier l'accueil de stagiaires en alternance pour les formations prévues dans celui-ci. La gendarmerie pourra également intervenir dans certaines des formations afin d'apporter son expertise et son savoir-faire sur ces questions.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à cette lettre de soutien, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations les meilleures.

Vincent LAMBALLE

A circular official stamp of the Gendarmerie Nationale is visible in the background. The stamp features a central emblem and the text "GENDARMERIE NATIONALE" around the perimeter. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink that reads "Lamballe".

Destinataires en copie:
- CGOM
- COMCYBERGEND

AMI-CMA Cybersécurité

Paris, le 13 mars 2024

Courrier à l'attention de M. Rodolphe Dalle, Responsable de l'action Compétences et métiers d'avenir

Objet : Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles

Je soussigné, Thierry TEBOUL, Directeur Général, souhaite exprimer le soutien de l'Afdas au projet CyberEDAntilles : Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

CyberEDAntilles propose un dispositif ambitieux et intégré de formation initiale et continue en cybersécurité à destination du territoire antillais (Martinique, Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin).

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou Master en cybersécurité ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un bouquet complet de formations en cybersécurité sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac et à la formation continue.

CyberEDAntilles est porté par un consortium ambitieux réunissant des acteurs publics de la formation initiale et continue, des acteurs privés et des acteurs territoriaux. Il contribuera fortement au développement du territoire antillais, qui présente une réelle vulnérabilité aux cyberattaques. Il aura également un impact mesurable sur le taux d'emploi aux Antilles, où le chômage des jeunes est important et où la rétention des talents constitue une priorité compte tenu des enjeux de vieillissement de la population.

Le projet CyberEDAntilles nous apparaît comme une action importante compte tenu de notre intérêt pour le développement des emplois et des compétences et nous estimons qu'il pourra jouer un rôle clé pour prévenir les cybermenaces .

C'est pourquoi nous indiquons notre volonté de soutenir le projet, et en particulier d'intervenir le cas échéant en soutien aux actions de sensibilisation, de recurement par la voie de l'alternance et de formation des salariés.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à cette lettre de soutien, je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations les meilleures.

Thierry TEBOUL

Directeur Général



Baie-Mahault, le 11 mars 2024

M. Rodolphe DALLE,
Responsable d'ACTION COMPETENCES
ET METIERS D'AVENIR
Agence nationale de la Recherche,
86 rue Regnault,
75013 Paris, France.

Réf : RB/VL/2024-03-11

Objet : **Courrier de soutien CyberEDAntilles**

Monsieur,

Je soussigné, Monsieur Ryan BEAUBOIS, Secrétaire Général, souhaite exprimer le soutien de l'UDE-MEDEF Guadeloupe au projet CyberEDAntilles « Enseignement et Développement de la cybersécurité aux Antilles », porté par l'Université des Antilles et ses partenaires, dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

CyberEDAntilles propose un dispositif ambitieux et intégré de formation initiale et continue en cybersécurité, à destination du territoire antillais (Martinique, Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin).

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou Master en cybersécurité, ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un bouquet complet de formations en cybersécurité, sur l'ensemble du continuum, depuis le pré Bac jusqu'au post Bac et à la formation continue.

CyberEDAntilles est porté par un consortium ambitieux réunissant des acteurs publics de la formation initiale et continue, des acteurs privés et des acteurs territoriaux. Il contribuera fortement au développement du territoire antillais qui présente une réelle vulnérabilité aux cyberattaques.

Il aura également un impact mesurable sur le taux d'emploi aux Antilles, où le chômage des jeunes est important et où la rétention des talents constitue une priorité, compte-tenu des enjeux de vieillissement de la population.

Le projet CyberEDAntilles nous apparaît comme une action importante pour notre association, car l'UDE-MEDEF a pour mission d'accompagner les chefs d'entreprise à assurer la bonne marche de leurs structures, en les informant et en les conseillant au quotidien pour leur permettre de s'adapter aux différentes évolutions, notamment les évolutions sur le plan technologique.

C'est pourquoi, forts de nos 1 200 adhérents, nous indiquons notre volonté de soutenir le projet, et en particulier, d'informer et sensibiliser les chefs d'entreprise :

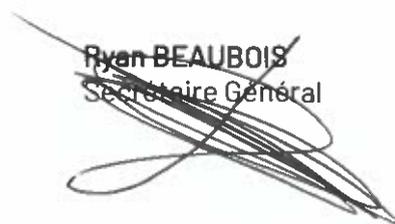
- A la nécessité de lutter contre les cyberattaques ;
- Aux actions de formations ouvertes en formation continue et en alternance.

Nous pouvons également mobiliser nos adhérents lors des Salons et Forums sur l'emploi et la formation, que nous organiserons.

En vous remerciant vivement pour l'intérêt que vous porterez à cette lettre de soutien,

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

~~Ryan BEAUBOIS
Secrétaire Général~~





CMA

2024

Acronyme du projet

CyberEDAntilles

ANNEXE 3

RESPONSABLE DE PROJET ETABLISSEMENTS PARTENAIRES

Nom du Responsable de projet : Université des Antilles

Partenaires publics

Identifiant Partenaire	Nom de l'établissement partenaire
1	Groupement d'Établissements de la Guadeloupe
2	Rectorat de la Région Académique de la Guadeloupe
3	Rectorat de l'Académie de Martinique
4	
5	
6	

Partenaires privés

Identifiant Partenaire	Nom de l'établissement partenaire
7	Agence Caribéenne pour la Cybersécurité
8	Orange Antilles Guyane

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
EDUCATION, CITOYENNETE,
ENGAGEMENT, SPORT

Affaire suivie par :
Samuel FLAMAND
Tél. : 0696 265166
Samuel.flamand@collectivitedemartinique
e.mq
Sous la référence :

Fort-de France le 12 Mars 2024

Monsieur Rodolphe DALLE
Responsable de l'Action
Compétence
et métiers d'avenir
Agence Nationale de la Recherche
86, Rue Regnault 75013 Paris

OBJET : Lettre de soutien au projet CyberEDAntilles porté par l'Université des Antilles

Je soussigné, Serge Letchimy, Président du Conseil exécutif de Martinique, exprime le soutien de la Collectivité Territoriale de Martinique au projet CyberEDAntilles - Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles porté par l'Université des Antilles et ses partenaires, dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Compétences et Métiers d'Avenir.

CyberEDAntilles propose un dispositif ambitieux et intégré de formations initiales et continues en cybersécurité à destination de la Martinique, de la Guadeloupe, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

Ce projet contribuera de façon structurante à la création à la Martinique de l'Institut du Numérique prévu par la Convention d'objectifs et de moyens 2023 - 2026 passée entre la Collectivité territoriale de Martinique et l'Université des Antilles le 17 octobre 2023.

Sur la base d'un diagnostic ayant révélé un manque de formations expertes de niveau licence ou Master en cybersécurité ainsi qu'au niveau de la formation continue sur le territoire antillais, CyberEDAntilles propose un bouquet complet de formations en cybersécurité sur l'ensemble du continuum depuis le pré-bac jusqu'au post-bac et à la formation continue.

Le projet CyberEDAntilles constitue une réelle opportunité pour nos pays qui présentent une réelle vulnérabilité aux cyberattaques. Ce constat est d'autant plus prégnant pour la collectivité territoriale de Martinique, qui en a subi plusieurs depuis 2022. Dans un tel contexte, l'objectif est d'améliorer de manière significative les compétences locale et l'insertion professionnelle dans le domaine de la cybersécurité.

.../...

Je suis persuadé que le projet CyberED y contribuera et aura un impact mesurable sur le taux d'emploi dans notre pays, où le chômage des jeunes est important et où la rétention des talents constitue une priorité compte tenu des enjeux de vieillissement de la population.

Pour toutes les raisons évoquées dans la présente lettre, je réitère le soutien de la Collectivité Territoriale de Martinique à ce projet porté par l'Université des Antilles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Le Président du Conseil Exécutif de Martinique

Serge LETCHIMY

Fiche partenaire n°4 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-04
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire	
Nom complet du partenaire	Agence Caribéenne pour la Cybersécurité
Sigle du partenaire	ACCYB
Forme juridique	Association à but non lucratif
N° de SIRET	Saisir un n°SIRET de 14digits 918 714 890 00012
Assujetti à la TVA	

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)	
Genre	M.
Prénom	Fabrice
Nom	QUIERBARD
Qualité	PRÉSIDENT

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Equipements ou amortissement d'équipements de R&D

		Seuil d'immobilisation propre à l'établissement	800 €	Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.				
		Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1		Escape game 2D	WP 1	.2	60 000 €	50,0 %	30 000 €	0 €
2		Monter en puissance de l'escape game existant (e.g. une version en 3D et différents niveau en	WP 1	.2	120 000 €	100,0 %	120 000 €	100 000 €
3		Laboratoire Cyber (Sonde de sécurité, Data lake, environnement de test) - Création d'une salle	WP 2	.2	120 000 €	25,0 %	30 000 €	20 000 €
Total							180 000 €	120 000 €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)		
1	Autre	Préparation et animation Hackathon "challenge" Cybersecurité avec public cible étudiants,	WP 1	.2	8 000 €	3,1	24 800 €		
2	Autre	Préparation et animation du Hackathon "Formation" Cybersecurité: passer du format distantiel à	WP 1	.2	8 000 €	3,1	24 800 €		
3	Autre	Formation des aidants "Diagnostic Cyber" pour l'accompagnement des dirigeants dans leur plan de	WP 3	.1	8 400 €	3,4	28 560 €		
4	Autre	Participation au COPIL et coordination du WP 1	WP 5	.1	8 000 €	5,4	43 200 €		
Total							15,0	121 360 €	

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							-	- €

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							-	- €

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							- €	- €

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							- €	- €

Prestations de service externes

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							- €	- €

Missions

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1		Missions pour 2 encadrants par territoire (Guadeloupe, Martinique et Saint-Martin) pour le	WP 1	.2			75 000 €	0 €
2		Mission pour intervenants du Hackathon "Formation" Cybersecurité: passer du format distantiel à	WP 1	.2			50 000 €	50 000 €
3								
Total							125 000 €	50 000 €

Fiche partenaire n°4 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-04
Acronyme	CyberEDAntilles

• m'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet tels que décrits dans le dossier de dépôt, dans les conditions prévues par le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides précité ;

• m'engager à respecter les engagements financiers tels que détaillés dans le document administratif et financier du document déposé ;

• m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;

• souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;

• que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire (EP)

Prénom	Nom
Fabrice	QUERRARD
Qualité	
PRÉSIDENT	

Signature & Cachet

Notice d'utilisation du "document Administratif et Financier"

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

Ce document est prévu pour recueillir les informations liées au projet, le remplissage des totaux se faisant automatiquement (cellules non colorées).

Cependant, si vous avez besoin de modifier le document, notamment pour ajouter des partenaires, il vous faut activer les macros.

Vous pouvez insérer des lignes dans les tableaux de chaque fiche partenaire afin d'ajouter des postes de dépense et des lignes dans le tableau "Participation au projet et autres soutiens financiers" en activant le bouton situé à gauche de chaque début de tableau.

PENSER A VERIFIER QUE VOUS AVEZ ACTIVE LE CONTENU DE VOTRE FICHIER AFIN QUE LES MACROS SOIENT ACTIVEES !

Si aucun message d'avertissement concernant les macros ne s'affiche à l'ouverture du classeur, veuillez suivre la procédure suivante :

Version Microsoft Office 2003-2007 :

- Ouvrez le Menu **Outils/Option**
- Sélectionnez l'onglet **Sécurité**
- Cliquez sur le bouton **Sécurité des macros...**
- Dans l'onglet **Niveau de sécurité**, choisissez Niveau de sécurité moyen
- Faites **Ok** et ouvrez le classeur à nouveau

Version Microsoft Office 2010 :

- Ouvrez le Menu **Fichier**
- Cliquez sur l'icône **Options**
- Sélectionnez **Centre de gestion de la confidentialité** et cliquez sur **Paramètres du centre de gestion de la confidentialité**
- Sélectionner **Paramètres des macros...**
- Cocher **Désactiver toutes les macros avec notification**

Recommandations générales

- **Seuls les cellules sur fond vert des onglets "Volet_general", "Part1-Coord", "Part2", "Part3", ... (en fonction du nombre de partenaires) sont à renseigner.**

Les tableaux récapitulatifs du **"Volet général"** sont remplis automatiquement à partir des données fournies dans les autres onglets.

L'ajout d'onglets partenaires supplémentaires est possible à partir du Volet général.

- Afin de garantir l'intégrité de l'ensemble des données calculées automatiquement, il est indispensable de **ne pas modifier la structure de ce tableau.**

De plus, il est demandé de **ne pas modifier les noms des onglets**, car cela pourrait perturber l'exploitation ultérieure du document administratif et financier.

- **Important** : Il est demandé de définir une numérotation dans le partenariat de façon à ce que le partenaire n°1 soit le même dans les documents **administratif & financier** et **scientifique**. Le partenaire coordinateur doit être identifié comme le partenaire n°1 et les suivants en gardant la même cohérence.

- Tous les montants financiers sont en € et hors taxes (HT) majorés, le cas échéant, de la TVA non récupérable.

1 - Onglet "Volet_general"

1-1 Renseigner les cellules sur fond vert. Les deux tableaux récapitulatifs suivant de cet onglet se remplissent automatiquement à la saisie des onglets de chaque partenaire ("Part1-Coord", "Part2, Part3",...).

1-2 L'**acronyme** doit permettre d'identifier rapidement le projet, il est repris sur toutes les pages du présent document.

1-3 **Date de démarrage souhaitée**: cette information pourra être amenée à être révisée, ainsi que le calendrier de réalisation du projet en fonction de la date de décision définitive de contractualisation en cas de sélection pour financement par décision du Premier Ministre.

1-4 Vérifier l'exactitude des informations présentes sur cet onglet.

Cet onglet "Volet Général" est à faire signer par le Responsable du Projet et la personne habilitée à engager l'Etablissement Chef de File du projet.

Un exemplaire scanné en PDF sera à déposer en ligne sur le site de dépôt et constituera la 1ere page du document administratif et financier signé, scanné.

2 - Onglets "Part1-Coord", "Part2", "part3"...

Chaque établissement et partenaire renseigne l'onglet qui lui correspond, fait signer le responsable du projet (Part1-Coord) et la personne habilitée à engager chaque établissement partenaire de la proposition déposée.

2-1 Identification du partenaire :

Les signatures des personnes habilitées à engager l'établissement seront nécessaires uniquement sur les versions finales imprimées de ce tableau. L'ensemble complété, finalisé et scanné est attendu en ligne sur le site de dépôt aux dates indiquées dans l'AMI sous la forme d'un pdf unique.

Renseigner dans cette partie :

- le nom complet de l'établissement et le sigle du partenaire. Ces informations seront reprises automatiquement dans certains tableaux récapitulatifs et devront être identique à celles saisies sur le site de dépôt (merci de respecter l'ordre de renseignement en ligne, sur le présent document et sur le document de description du projet),

- préciser le n° de SIRET de la tutelle gestionnaire,

Pour un laboratoire d'organisme public de recherche : Préciser le type d'unité et le numéro de l'unité au niveau du nom complet du partenaire (si applicable).

Pour une entreprise : Préciser (si applicable) la filiale, une succursale, le site ou le département concerné par la proposition.

- la catégorie de partenaire (menu déroulant). Les définitions des termes figurent dans le texte de l'AMI et dans le règlement financier spécifique de l'action CMA. Des documents complémentaires pourront être demandés par l'opérateur afin de déterminer le taux définitif d'aide pour certaines établissements.

Pour toutes les catégories de partenaires : Renseigner la personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement gestionnaire du partenaire.

En cas de doute, il est conseillé de faire appel aux contacts figurant dans l'AMI (cma@agencerecherche.fr ou PIA4CMA@caissedesdepots.fr)

Cet onglet "Volet Général" finalisé est à faire signer par le Responsable du Projet et la personne habilitée à engager l'Etablissement Chef de File de la proposition déposée.

2-2 Demande financière :

Renseigner les tableaux par nature de demande. La justification de ces dernières sera à effectuer dans le document de description du projet. Les calculs s'effectuent automatiquement : les cellules sur fond blanc comportant des formules sont verrouillées. Si besoin, vous pouvez insérer des lignes à chaque tableau après activation de la macro correspondante : suivre les indications spécifiées au début de cette notice.

Indiquer le montant total des dépenses dans la colonne " coût total" et les montants demandés au titre de l'aide dans la colonne "Assiette de l'aide". La différence constituera les

apports du partenaire pour l'ensemble des natures de dépenses. Nous vous rappelons que les apports doivent être autres que des subventions France 2030/PIA.

2-2-1 Equipements

Le choix de ces matériels doit faire l'objet de justification dans le document de description du projet.

Les montants sont à renseigner **hors taxes (HT)** augmentés éventuellement de la TVA non récupérable. En conséquence, les montants indiqués doivent prendre en compte la proportion x de TVA non récupérable de l'organisme. [coût = coût HT * (1 + x * 0.20)].

Le seuil d'immobilisation étant à la discrétion de l'établissement, il devra être indiqué en entête de cette catégorie dans les relevés de dépenses.

2-2-2 Personnels

2-2-2-1 Personnel statutaire

Renseigner le coût mensuel qui est le **coût total correspondant (salaires bruts, primes diverses, et charges patronales, y compris la taxe sur les salaires)**, et le nombre total de **Personne.mois par WP & sous-WP** (une personne à temps plein pendant un an = 12 Personne.mois). Le coût total sur la totalité de la durée s'effectue alors automatiquement.

Important : Pour un enseignant chercheur, ne compter que la partie du coût salarial correspondant à la part consacrée au projet dans son activité de recherche (50% du salaire et des charges salariales pour 100% du temps de recherche consacré au projet).

2-2-2-2 Personnel NON statutaire:

Il s'agit des personnels ne pouvant être qualifiés de statutaire : personnels en CDD, CDI, stagiaires, doctorants, post-doctorants, etc.

Renseigner le coût mensuel = coût total correspondant (salaires bruts, primes diverses, et charges patronales, y compris la taxe sur les salaires), et le nombre total de Personne.mois par tâche (une personne à temps plein pendant un an = 12 Personne.mois) ; le coût total sur la durée s'effectue alors automatiquement.

Les personnels non statutaires **avec financement** CMA demandé (CDD et CDI) sont pris en compte pour le calcul de l'assiette de l'aide et pour le calcul du coût complet du projet. Les personnels "à recruter" doivent être indiqués comme tel dans le tableau correspondant (mention A recruter), afin de permettre à l'établissement coordinateur ou partenaire en question de signer en accord la lettre d'engagement.

Les personnels non statutaires **sans financement** CMA demandé (par exemple, les doctorants titulaires d'une convention CIFRE) ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'assiette de l'aide, mais ils le sont pour le calcul du coût complet du projet.

Pour les personnels avec financement CMA indiquer dans la colonne "Assiette de l'aide" les montants demandés au titre de l'aide . La différence constituera les apports du partenaire. Les apports doivent être autres que des subventions France 2030/PIA.

2-2-3 Prestations de service, missions, autres dépenses :

Les montants sont à renseigner hors taxes (HT) augmenté éventuellement de la TVA non récupérable. En conséquence, les montants indiqués doivent prendre en compte la proportion x de TVA non récupérable fonction de l'organisme [coût = coût HT * (1 + x * 0.20)].

2-2-4 Frais généraux de gestion - Frais de structure

Les frais généraux sont pris en compte pour le calcul du coût complet du projet. Pour le calcul de l'assiette, leur montant est pris en compte dans la limite de 20% de l'assiette de l'aide.

2-2-5 Taux d'aide demandé et assiette de l'aide

Pour le calcul de l'aide demandée renseigner la valeur du taux d'aide demandé selon la nature du partenaire (ex. : inscrire 45 pour 45 %). L'assiette de l'aide est calculée automatiquement à partir de la somme des données rentrées dans le tableau.

L'assiette de l'aide est l'ensemble des dépenses imputables au projet qui sont éligibles à l'aide de l'AMI (le montant de l'aide demandée est calculé par l'application à l'assiette du taux de l'aide).

Le montant définitif de l'aide accordée sera déterminé par l'analyse des aides d'Etat.

Le financement France 2030 (aide demandée) pourra atteindre au maximum 70 % du coût du projet (hors dépenses bâtementaires et frais d'environnement), dans le respect des régimes d'aide d'état selon la nature juridique du membre porteur et de l'action.

Les dépenses de personnels statutaires des établissements publics ne sont pas éligibles au financement France 2030. Il est de la responsabilité du porteur du projet de trouver les cofinancements restant de 30% à minima du coût total du projet (auto-financement, apports en personnels de droit privé ou statutaires dans le cadre d'un établissement public, co-financement public, co-financement privé).

2-2-6 Coût complet du projet

Le coût complet du projet correspondant à la participation du partenaire est calculé automatiquement à partir de l'ensemble des données rentrées dans les tableaux et du montant des frais généraux déclaré.

Les **cofinancements privés** (hors fonds attribués par l'Europe, l'État ou des collectivités territoriales) bien que non obligatoires sont vivement conseillés et appréciés. La capacité des porteurs à mobiliser des cofinancements privés (d'un montant significatif représentant, **à titre indicatif, 15 % du coût total du projet**) attesteront de l'engagement des entreprises et seront pris en compte dans l'évaluation du dossier par le jury.

2-2-7 Frais d'environnement

Ceci concerne exclusivement les organismes de recherche et de formation.

Les frais d'environnement ne sont pas prises en compte dans le ratio 70 % - 30% à respecter entre l'aide demandée et les cofinancements.

Pour le calcul du coût complet comprenant les frais d'environnement, il faut ajouter aux coûts salariaux totaux des personnels leurs frais d'environnement (ex coûts d'infrastructures). Les frais d'environnement sont égaux au produit de ces coûts salariaux totaux par le taux d'environnement propre à l'organisme. Les frais d'environnement sont calculés automatiquement. Le taux étant propre à l'organisme, vous devez le consulter pour connaître le taux applicable.

2-3 Autres soutiens financiers

Le tableau "Autres soutiens financiers" doit indiquer tous les financements au projet qu'ils soient obtenus ou sollicités. L'identification du financeur, la nature du financement et son implication pour le(s) WP(s) et tâche(s) doivent être clairement précisés. Ces éléments ne sont pas pris en compte dans le coût total du projet mais ils pourront faire l'objet d'appréciation par le jury.

2-4 Engagement du partenaire

Le nom et le prénom du responsable du projet renseignés ici doivent être identiques à ceux indiqués sur le site de dépôt et dans le document de description du projet. Les données de la personne habilitée à engager le partenaire sont renseignées automatiquement à partir des informations déjà fournies plus haut dans l'onglet en question c§3-1.

La **version excel** de ce document est à télécharger à l'emplacement dédié sur le site de dépôt en ligne. Deux signatures du volet général du document administratif et financier sont nécessaires : celle du responsable du projet et celle de la personne habilitée à engager l'établissement chef de file (dans ce dernier cas un cachet est également demandé). Le **volet général signé** est également à télécharger sous format PDF sur le site de dépôt à l'emplacement dédié à cet effet. Chaque **onglet partenaire** sera signé par la personne habilitée à engager l'établissement.



AMI - CMA

Révisé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de partenaire	2023
Acronyme	CyberEDAntilles
Nb de partenaires	6

1 erreur

Document administratif et financier

Saison 2

Volet général
Fiche d'identité du projet

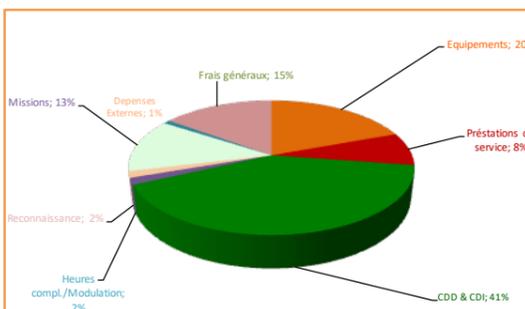
Acronyme du projet: CyberEDAntilles

Répartition Aide demandée

Titre du projet: Enseignement et développement de la cybersécurité aux Antilles

Catégorie d'entité/Catégorie du bénéficiaire: Enseignement supérieur

Equipements	20%
Préstations de service	8%
CDD & CDI	41%
Heures compl./Modulation	2%
Reconnaissance	2%
Missions	13%
Depenses Externes	1%
Frais généraux	15%



Durée du projet (en mois) - max 60 mois: 60

Date de démarrage souhaitée: Septembre 2024

Le projet prévoit une large diffusion des résultats et/ou une collaboration effective (au sens du RGEC): Oui

Récapitulatif des demandes financières des partenaires

Part	Etablissement partenaire	Coût complet (comportant les frais d'environnement, en €)	Coût complet (hors frais d'environnement, en €)	Total aide demandée (€)	Total assiette de l'aide (en €)	Assiette de l'aide, par catégorie de dépense (en €)										Total - Apports hors frais d'environnement (en €)	Autre financements publics (en €)
						Equipements ou amortissement d'équipements de R&D	Prestations de service externes	% Prestations de service externes (max 30% assiette de l'aide, sauf dérogation)	Budget total Personnel AVEC financement demandé (€)	Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service	Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire	Missions	Autres dépenses externes (consommables, petits matériels...)	Frais généraux	Apports hors frais d'environnement (en €)		
Part1-Coord	LIA	2 985 806 €	2 684 702 €	2 075 430 €	2 075 430 €	305 500 €	42 000 €	2,02%	1 063 525 €	- €	- €	298 500 €	20 000 €	345 905 €	609 272 €	0 €	
Part2	GRETA DE LA GUADELOUPE	1 145 224 €	1 110 176 €	99 000 €	99 000 €	- €	82 500 €	83,33%	0 €	- €	- €	- €	- €	16 500 €	911 176 €	0 €	
Part3	RECTORAT GUADELOUPE	436 095 €	436 095 €	273 930 €	273 930 €	75 000 €	81 000 €	29,57%	117 930 €	- €	- €	- €	- €	0 €	162 165 €	0 €	
Part4	ACCYB	460 360 €	460 360 €	204 000 €	204 000 €	120 000 €	- €	-	0 €	- €	- €	50 000 €	- €	34 000 €	256 360 €	0 €	
Part5	ORANGE	112 400 €	112 400 €	12 890 €	51 559 €	9 000 €	25 872 €	50,18%	0 €	- €	- €	7 000 €	5 000 €	4 687 €	99 510 €	0 €	
Part6	Rectorat Martinique	334 572 €	334 572 €	234 750 €	234 750 €	60 000 €	2 500 €	1,06%	16 180 €	47 392 €	44 702 €	24 851 €	- €	39 125 €	99 823 €	0 €	
Part7		0 €	0 €	- €	- €	- €	- €	-	0 €	- €	- €	- €	- €	0 €	0 €	0 €	
Totaux		5 474 457 €	5 038 306 €	2 900 000 €	2 938 669 €	569 500 €	233 872 €	7,96%	1 197 635 €	47 392 €	44 702 €	380 351 €	25 000 €	440 217 €	2 138 306 €	- €	

Assiette aide demandée frais généraux / Assiette aide demandée total hors frais généraux (max 20% sur l'ensemble du projet): 17,62%

Montant reconnaissance (limite annuelle de 50k€, sauf dérogation): 44 702 €

Montant reconnaissance par an: 8 940 €

Aide totale demandée (en €): 2 900 000 €

Ratio Aide demandée / Coût complet du projet (hors frais d'environnement): 57,56%

Coût complet du projet (hors frais d'environnement, en €): 5 038 306 €

Coût complet du projet comprenant les frais d'environnement (en €): 5 474 457 €

Part	Taux d'aide demandé (%)	Sigle de l'établissement partenaire	Nom complet de l'établissement partenaire	N° de SIRET
Part1-Coord	100,0 %	LIA	Université des Antilles	199 715 855 00011
Part2	100,0 %	GRETA DE LA GUADELOUPE	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS DE LA GUADELOUPE	199 714 056 00025
Part3	100,0 %	RECTORAT GUADELOUPE	RECTORAT DE LA REGION ACADEMIQUE DE LA GUADELOUPE	179 714 308 00238
Part4	100,0 %	ACCYB	Agence Caribéenne pour la Cybersécurité	918 714 890 00012
Part5	25,0 %	ORANGE	ORANGE ANTILLES GUYANE	380 129 866 00519
Part6	100,0 %	Rectorat Martinique	Rectorat Martinique	179 724 307 00030
Part7	0,0 %			

Part	Taux d'aide demandé (%)	WP 1	WP 2	WP 3	WP 4	WP 5	WP 6	WP 7	WP 8	WP 9	WP 10
Part1-Coord	100,0 %	0,00 €	1 167 624,00 €	0,00 €	32 000,00 €	529 901,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part2	100,0 %	0,00 €	18 000,00 €	22 500,00 €	32 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part3	100,0 %	245 930,00 €	0,00 €	0,00 €	28 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part4	100,0 %	150 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part5	25,0 %	11 718,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part6	100,0 %	189 954,83 €	0,00 €	1 680,00 €	3 990,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Part7	0,0 %	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

NOTA : Toutes les champs de cet onglet "Volet général" doivent être renseignés. Ils seront utilisés par les membres du jury au cours du processus de sélection. Remarque : toutes les informations figurant ci-dessus ont vocation à être publiées si le projet est financé. En déposant un dossier, les partenaires ont accepté la publication de toutes ces informations.

Responsable du projet

Prénom: Erick	Nom: STATNER
---------------	--------------

Personne habilitée à engager l'établissement Chef de File

Prénom: Michel	Nom: GEOFFROY
Qualité: Président	

Signature

Signature & Cachet

Recommandations : Une fois le document finalisé et imprimé, vérifier la présence de l'ensemble des signatures et cachets demandés avant de déposer la copie scannée en ligne.

Fiche partenaire n°1 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-01
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire

Nom complet du partenaire	Université des Antilles
Sigle du partenaire	UA
Forme juridique	Autre établissement public à but non lucratif
N° de SIRET	Saisir un n°SIRET de 14digits 199 715 855 00011
Assujéti à la TVA	

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)

Genre	M.
Prénom	Michel
Nom	Geoffroy
Qualité	Président

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Équipements ou amortissement d'équipements de R&D

Seuil d'immobilisation propre à l'établissement 800 € Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Achat équipement: équipe pédagogique	WP 2	.1	18 000 €	50,0 %	9 000 €	9 000 €
2	Achat équipement (Machines + casques VR)	WP 2	.1	26 000 €	100,0 %	26 000 €	26 000 €
3	Achat matériels (Switchs, Routeurs, Firewall, Serveur, Camera IP)	WP 2	.1	8 500 €	100,0 %	8 500 €	8 500 €
4	Matériel: Salle hybridation Hyflex	WP 2	.1	260 000 €	100,0 %	260 000 €	260 000 €
5	Maintenance casque VR	WP 2	.2	2 000 €	100,0 %	2 000 €	2 000 €
6						0 €	
7						0 €	
8						0 €	
9						0 €	
3						0 €	
Total						305 500 €	305 500 €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Maitre de conférence	Ingénierie pédagogique	WP 1	.3	8 437 €	3,0	25 310 €	
2	Techicien/Assistant ingénieur (TEC, AI, TC, ...)	Encadrement administratif	WP 1	.3	5 421 €	2,5	13 553 €	
3	Maitre de conférence	Ingénierie pédagogique	WP 2	.1	8 436 €	11,0	92 796 €	
4	Techicien/Assistant ingénieur (TEC, AI, TC, ...)	Encadrement administratif	WP 2	.1	3 540 €	32,0	113 280 €	
5	Techicien/Assistant ingénieur (TEC, AI, TC, ...)	Maintenance équipement	WP 2	.1	4 791 €	16,0	76 656 €	
6	Professeur	Ingénierie pédagogique	WP 2	.2	10 465 €	10,0	104 655 €	
7	Techicien/Assistant ingénieur (TEC, AI, TC, ...)	Encadrement administratif	WP 2	.2	3 540 €	16,0	56 640 €	
8	Professeur	Ingénierie pédagogique	WP 3	.2	10 465 €	6,0	62 790 €	
9	Techicien/Assistant ingénieur (TEC, AI, TC, ...)	Encadrement administratif	WP 3	.2	3 540 €	2,0	7 080 €	
10	Professeur	Participation du responsable du projet	WP 5	.1	10 465 €	5,4	56 513 €	
3								
Total						103,9	609 272 €	

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Autre	Maitre de conférences contractuel	WP 2	.1	8 436 €	48,0	404 928 €	404 928 €
2	Autre	Maitre de conférences contractuel	WP 2	.2	8 436 €	36,0	303 696 €	303 696 €
3	Ingénieur (IR/IE, IRH, IEH, ...)	Coordinateur du projet	WP 5	.2	5 915 €	60,0	354 901 €	354 901 €
4								
Total						144,0	1 063 525 €	1 063 525 €

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total						-	- €	- €

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					0 €
2					
3					
Total				- €	- €

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				- €	- €

Prestations de service externes

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Formation de formateurs	WP 4	.1	32 000 €	32 000 €
2	Suivie en continue de la carte de formation	WP 5	.5	10 000 €	10 000 €
3					
Total				42 000 €	42 000 €

Missions

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)

Fiche partenaire n°1 : Identification et budget

N° de partenaire		2023-01
Acronyme		CyberEDAntilles

1		Mission pour des vacataires	WP 2	.1			65 000 €	65 000 €
2		Mission pour des vacataires	WP 2	.2			88 500 €	88 500 €
3		Deplacements inter-pole	WP 5	.1			130 000 €	130 000 €
4		Participation à des evenements de promotion des formations	WP 5	.4			15 000 €	15 000 €
Total							298 500 €	298 500 €

Fiche partenaire n°1 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-01
Acronyme	CyberEDAntilles

- m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;
- souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;
- que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

Responsable du projet

Prénom	Nom
Erick	STATTNER

Signature

Personne habilitée à engager l'établissement Chef de File

Prénom	Nom
Michel	GEOFFROY
Qualité	
Président	

Signature & Cachet

Fiche partenaire n°2 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-02
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire	
Nom complet du partenaire	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS DE LA GUADELOUPE
Sigle du partenaire	GRETA DE LA GUADELOUPE
Forme juridique	Autre établissement public à but non lucratif
N° de SIRET	Saisir un n°SIRET de 14digits 199 714 056 00025
Assujéti à la TVA	Non

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)	
Genre	Mme
Prénom	Marie-Line
Nom	FLORICOURT
Qualité	Cheffe d'établissement support

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Equipements ou amortissement d'équipements de R&D

Seuil d'immobilisation propre à l'établissement	800 €	Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.
---	-------	--

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Equipement individuel par apprenti - Licence	WP 2	.1	25 600 €	100,0 %	25 600 €	0 €
2	Equipement individuel par apprenti - Master	WP 2	.2	19 200 €	100,0 %	19 200 €	0 €
3	Equipement individuel par apprenant - CléA	WP 1	.2	19 200 €	100,0 %	19 200 €	0 €
4	Equipement individuel par apprenant - DU	WP 3	.2	12 000 €	100,0 %	12 000 €	0 €
5	Equipement individuel par apprenant - TSSR	WP 3	.3	12 000 €	100,0 %	12 000 €	0 €
Total						88 000 €	- €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Autre	Encadrement administratif - Licence	WP 2	.1	3 540 €	24,0	84 960 €	
2	Autre	Encadrement administratif - Master 1	WP 2	.2	3 540 €	16,0	56 640 €	
3	Autre	Encadrement administratif - Master 2	WP 2	.2	3 540 €	16,0	56 640 €	
4	Autre	Encadrement administratif-CléA	WP 1	.2	3 540 €	20,0	70 800 €	
5	Autre	Encadrement administratif-DU	WP 3	.2	3 540 €	12,0	42 480 €	
6	Autre	Encadrement administratif-TSSR	WP 3	.3	3 540 €	12,0	42 480 €	
7		Valorisation temps GRETA-CFA participation au COPIIL & WP lead	WP 5	.1	8 000 €	5,4	43 200 €	
Total						105,4	397 200 €	

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total						-	- €	- €

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total						-	- €	- €

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Vacations - Licence	WP 2	.1	24 080 €	0 €
2	Vacations - Master 1	WP 2	.2	41 400 €	0 €
3	Vacations - Master 2	WP 2	.2	41 400 €	0 €
4	Vacations - CléA	WP 1	.2	38 040 €	0 €
5	Vacations - DU	WP 3	.2	18 494 €	0 €
6	Vacations - TSSR	WP 3	.3	107 222 €	0 €
Total				270 636 €	- €

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				- €	- €

Prestations de service externes

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Prestations d'enseignement - Licence	WP 2	.1	11 960 €	0 €
2	Prestations d'enseignement - Master	WP 2	.2	41 220 €	0 €
3	Certification Iso 27001 - Master	WP 2	.2	18 000 €	18 000 €
4	Prestations d'enseignement - DU	WP 3	.2	12 960 €	0 €
5	Certification Iso 27001 - DU	WP 3	.2	22 500 €	22 500 €
6	Formation de formateurs en Cybersécurité	WP 4	.1	32 000 €	32 000 €
7	Actions de communications auprès des entreprises	WP 5	.3	10 000 €	10 000 €
Total				148 640 €	82 500 €

Missions

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)

Fiche partenaire n°2 : Identification et budget

N° de partenaire		2023-02
Acronyme		CyberEDAntilles

1		Sorties pédagogiques des apprentis-Licence	WP 2	.1			10 000 €	0 €
2		Voyage pédagogique Master 1	WP 2	.2			48 000 €	0 €
3		Sorties pédagogiques des apprentis-Master2	WP 2	.2			6 000 €	0 €
4		Missions formateurs	WP 2	.2			25 200 €	0 €
Total							89 200 €	- €

Fiche partenaire n°2 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-02
Acronyme	CyberEDAntilles

Autres dépenses externes (consommables, petits matériels ...)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1							
2							
3							
4							
Total						- €	- €

	Taux (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
Frais généraux (max. 20% des coûts entrant dans l'assiette de l'aide)	20,0 %	16 500 €	16 500 €
Taux d'environnement (compris entre 0 et 100 % ; uniquement pour les organismes publics)	34,0 %	135 048 €	
Coût complet du projet (hors frais d'environnement, en €)		1 010 176 €	
Total éligible pour le calcul de l'aide : Total assiette de l'aide (en €)			99 000 €
Taux d'aide demandé (%)	Taux max 100%		100,0 %
Aide demandée (en €)			99 000 €
Coût complet du projet comprenant les frais d'environnement (en €)		1 145 224 €	

Autres soutiens financiers (sollicités ou obtenus par le partenaire pour le projet)

Identification des financeurs	Nature et objet du financement et, le cas échéant, WP(s) et tâche(s) concernés	Type de financement (public/privé)	Montant sollicité	Montant obtenu	Date effective ou prévue du financement
Sous-total autres financements publics			0 €	0 €	
Sous-total autres financements privés			0 €	0 €	
Total			- €	- €	

Publication d'informations relatives au projet

Si le projet est retenu pour financement, l'opérateur se réserve la possibilité de rendre publiques les informations suivantes : nom du responsable du projet, dénominations des partenaires qu'ils soient des entreprises ou qu'ils appartiennent à un organisme de recherche. L'opérateur ne rendra pas publiques les informations sur les personnes ou les partenaires qui en auront fait la demande.

En cas de refus de publication remplacer ci-dessous la mention "Oui" par "Non" :

Dénomination du partenaire (si "Non", celle-ci sera remplacée par la mention générique "Entreprise" ou "Organisme de recherche") : Oui

Nota : en déposant un projet, les partenaires ont accepté que l'opérateur publie l'acronyme, le titre, le résumé, l'aide accordée au projet, la date de début de projet et la durée.

Commentaires (le cas échéant)

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'opérateur pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'opérateur (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Lettre d'engagement

Le présent engagement est à compléter, signer, viser par la personne habilitée à engager l'Etablissement.

LIEN DU SITE DE DEPOT

Fiche partenaire n°2 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-02
Acronyme	CyberEDAntilles

https://france2030_agencerecherche.fr/CMA/accueil.php?

Ayant le pouvoir d'engager juridiquement l'établissement ci-dessus, je déclare :

- avoir pris connaissance du dossier complet de dépôt (document de description du projet, y compris son annexe, et document administratif et financier) tel que déposé sur le site de l'ANR et du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'AMI- CMA ;
- m'engager à négocier et signer un accord de consortium (ou équivalent) et mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour finaliser ce document dans les conditions et délais prévus par le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides précité ;
- m'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet tels que décrits dans le dossier de dépôt, dans les conditions prévues par le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides précité ;
- m'engager à respecter les engagements financiers tels que détaillés dans le document administratif et financier du document déposé ;
- m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;
- souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;
- que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire (EP)

Prénom	Nom
Marie-Line	FLORICOURT
Qualité	
Cheffe d'établissement support	
Signature & Cachet	

Fiche partenaire n°3 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-03
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire	
Nom complet du partenaire	RECTORAT DE LA REGION ACADEMIQUE DE LA GUADELOUPE
Sigle du partenaire	RECTORAT GUADELOUPE
Forme juridique	Autre établissement public à but non lucratif
N° de SIRET	Saisir un n°SIRET de 14digits 179 714 308 00238
Assujéti à la TVA	Non

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)	
Genre	Mme
Prénom	Christine
Nom	GANGLOFF ZIEGLER
Qualité	Rectrice de région académique, Chancelière des Universités, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Équipements ou amortissement d'équipements de R&D

		Seuil d'immobilisation propre à l'établissement	800 €	Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.				
		Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1		Equipements de 3 Fablabs : Saint-Martin + Basse-Terre + Grande Terre	WP 1	.1	75 000 €	100,0%	75 000 €	75 000 €
2							0 €	
3							0 €	
		Total					75 000 €	75 000 €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	
1	Professeur	Missions d'ingénierie pédagogique et d'animation des formations	WP 1	.1	1 250 €	48,0	60 000 €	
2	Autre	Participation au COPIL et coordination du WP 1	WP 5	.1	8 000 €	5,4	43 200 €	
3								
		Total				53,4	103 200 €	

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1		Charge de mission coordination cyber labo, fablabs, reporting pédagogique et administratif et	WP 1	.1	3 931 €	45,0	176 895 €	117 930 €
2								
3								
		Total				45,0	176 895 €	117 930 €

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
		Total					- €	- €

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
		Total					- €	- €

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
		Total					- €	- €

Prestations de service externes

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1		Animateur des ateliers	WP 1	.1			28 000 €	28 000 €
2		PRESTATIONS LIEES A LA COMMUNICATION	WP 1	.1			25 000 €	25 000 €
3		Formateur de formateur	WP 4	.1			28 000 €	28 000 €
		Total					81 000 €	81 000 €

Missions

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
		Total					- €	- €

Fiche partenaire n°3 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-03
Acronyme	CyberEDAntilles

• m'engager à respecter les engagements financiers tels que détaillés dans le document administratif et financier du document déposé ;

• m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;

• souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;

• que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire (EP)

Prénom	Nom
Christine	GANGLOFF ZIEGLER
Qualité	
Rectrice de région académique, Chancelière des Universités, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale	

Signature & Cachet

Fiche partenaire n°4 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-04
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire	
Nom complet du partenaire	Agence Caribéenne pour la Cybersécurité
Sigle du partenaire	ACCYB
Forme juridique	Association à but non lucratif
N° de SIRET	Saisir un n°SIRET de 14digits 918 714 890 00012
Assujetti à la TVA	

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)	
Genre	M.
Prénom	Fabrice
Nom	QUIERBARD
Qualité	PRÉSIDENT

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Equipements ou amortissement d'équipements de R&D

		Seuil d'immobilisation propre à l'établissement	800 €	Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.				
		Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1		Escape game 2D	WP 1	.2	60 000 €	50,0 %	30 000 €	0 €
2		Monter en puissance de l'escape game existant (e.g. une version en 3D et différents niveau en	WP 1	.2	120 000 €	100,0 %	120 000 €	100 000 €
3		Laboratoire Cyber (Sonde de sécurité, Data lake, environnement de test) - Création d'une salle	WP 2	.2	120 000 €	25,0 %	30 000 €	20 000 €
Total							180 000 €	120 000 €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)		
1	Autre	Préparation et animation Hackathon "challenge" Cybersecurité avec public cible étudiants,	WP 1	.2	8 000 €	3,1	24 800 €		
2	Autre	Préparation et animation du Hackathon "Formation" Cybersecurité: passer du format distantiel à	WP 1	.2	8 000 €	3,1	24 800 €		
3	Autre	Formation des aidants "Diagnostic Cyber" pour l'accompagnement des dirigeants dans leur plan de	WP 3	.1	8 400 €	3,4	28 560 €		
4	Autre	Participation au COPIL et coordination du WP 1	WP 5	.1	8 000 €	5,4	43 200 €		
Total							15,0	121 360 €	

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							-	- €

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							-	- €

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							- €	- €

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							- €	- €

Prestations de service externes

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							- €	- €

Missions

		Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1		Missions pour 2 encadrants par territoire (Guadeloupe, Martinique et Saint-Martin) pour le	WP 1	.2			75 000 €	0 €
2		Mission pour intervenants du Hackathon "Formation" Cybersecurité: passer du format distantiel à	WP 1	.2			50 000 €	50 000 €
3								
Total							125 000 €	50 000 €

Fiche partenaire n°4 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-04
Acronyme	CyberEDAntilles

Autres dépenses externes (consommables, petits matériels ...)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1							
2							
3							
Total						- €	- €

	Taux (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
Frais généraux (max. 20% des coûts entrant dans l'assiette de l'aide)	20,0 %	34 000 €	34 000 €

Taux d'environnement (compris entre 0 et 100 % ; uniquement pour les organismes publics)	0 €
--	-----

Coût complet du projet (hors frais d'environnement, en €)	460 360 €
Total éligible pour le calcul de l'aide : Total assiette de l'aide (en €)	204 000 €
Taux d'aide demandé (%)	Taux max 100%
Aide demandée (en €)	204 000 €

Coût complet du projet comprenant les frais d'environnement (en €)	460 360 €
--	-----------

Autres soutiens financiers (sollicités ou obtenus par le partenaire pour le projet)

Identification des financeurs	Nature et objet du financement et, le cas échéant, WP(s) et tâche(s) concernés	Type de financement (public/privé)	Montant sollicité	Montant obtenu	Date effective ou prévue du financement
Sous-total autres financements publics			0 €	0 €	
Sous-total autres financements privés			0 €	0 €	
Total			- €	- €	

Publication d'informations relatives au projet

Si le projet est retenu pour financement, l'opérateur se réserve la possibilité de rendre publiques les informations suivantes : nom du responsable du projet, dénominations des partenaires qu'ils soient des entreprises ou qu'ils appartiennent à un organisme de recherche. L'opérateur ne rendra pas publiques les informations sur les personnes ou les partenaires qui en auraient fait la demande.

En cas de refus de publication remplacer ci-dessous la mention "Oui" par "Non" :

Dénomination du partenaire (si "Non", celle-ci sera remplacée par la mention générique "Entreprise" ou "Organisme de recherche") : Oui

Nota : en déposant un projet, les partenaires ont accepté que l'opérateur publie l'acronyme, le titre, le résumé, l'aide accordée au projet, la date de début de projet et la durée.

Commentaires (le cas échéant)

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'opérateur pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'opérateur (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Lettre d'engagement

Le présent engagement est à compléter, signer, viser par la personne habilitée à engager l'Établissement.

LIEN DU SITE DE DEPOT

<https://france2030.agencerecherche.fr/CMA/accueil.php?>

Ayant le pouvoir d'engager juridiquement l'établissement ci-dessus, je déclare :

• avoir pris connaissance du dossier complet de dépôt (document de description du projet, y compris son annexe, et document administratif et financier) tel que déposé sur le site de l'ANR et du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'AMI- CMA ;

• m'engager à négocier et signer un accord de consortium (ou équivalent) et mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour finaliser ce document dans les conditions et délais prévus par le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides précité ;

Fiche partenaire n°4 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-04
Acronyme	CyberEDAntilles

• m'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet tels que décrits dans le dossier de dépôt, dans les conditions prévues par le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides précité ;

• m'engager à respecter les engagements financiers tels que détaillés dans le document administratif et financier du document déposé ;

• m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;

• souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;

• que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire (EP)

Prénom	Nom
Fabrice	QUERRARD
Qualité	
PRÉSIDENT	

Signature & Cachet

Fiche partenaire n°5 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-05
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire	
Nom complet du partenaire	ORANGE ANTILLES GUYANE
Sigle du partenaire	ORANGE
Forme juridique	Grande entreprise
N° de SIRET	Saisir un n°SIRET de 14digits 380 129 866 00519
Assujetti à la TVA	Oui

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)	
Genre	M.
Prénom	Philippe
Nom	ROQUELAURE
Qualité	Délégué Régional Martinique et Guadeloupe

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Equipements ou amortissement d'équipements de R&D

Seuil d'immobilisation propre à l'établissement	500 €	Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.
---	-------	--

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Borne interactive Lotus	WP 1	.2	4 500 €	100,0 %	4 500 €	4 500 €
2	Borne interactive Lotus	WP 1	.2	4 500 €	100,0 %	4 500 €	4 500 €
3	Borne Wifi UCOPIA (avec suivi de logs)	WP 1	.2	2 365 €	100,0 %	2 365 €	0 €
Total						11 365 €	9 000 €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	
1	Autre	salariés Ambassadeurs Orange pour ateliers 2h Martinique 44 mois	WP 1	.2	133 €	176,0	23 408 €	
2	Autre	salariés Ambassadeurs Orange pour ateliers 2h Guadeloupe 44 mois	WP 1	.2	133 €	88,0	11 704 €	
3	Autre	Participation au comite de pilotage (1 jour par mois sur 44 mois)	WP 5	.1	531 €	44,0	23 364 €	
Total							308,0	58 476 €

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							-	-€

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total							-	-€

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				-€	-€

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				-€	-€

Prestations de service externes

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Partenaires associatifs pour ateliers inclusion Martinique (4 par mois sur 44 mois)	WP 1	.2	17 248 €	17 248 €
2	Partenaires associatifs pour ateliers inclusion Guadeloupe (2 par mois sur 44 mois)	WP 1	.2	8 624 €	8 624 €
3					
Total				25 872 €	25 872 €

Missions

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Mise en place de suivi de niveaux par Open Badges	WP 1	.2	2 000 €	2 000 €
2	creation de contenus spécifiques locaux	WP 1	.2	5 000 €	5 000 €
3					
Total				7 000 €	7 000 €

Fiche partenaire n°5 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-05
Acronyme	CyberEDAntilles

• m'engager à respecter les engagements financiers tels que détaillés dans le document administratif et financier du document déposé ;

• m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;

• souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;

• que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

• m'engager à ne pas avoir initié de travaux liés au projet déposé.

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire (EP)

Prénom	Nom
Philippe	ROQUELAURE
Qualité	
Délégué Régional Martinique et Guadeloupe	

Signature & Cachet

Fiche partenaire n°6 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-06
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire	
Nom complet du partenaire	Rectorat Martinique
Sigle du partenaire	Rectorat Martinique
Forme juridique	Autre établissement public à but non lucratif
N° de SIRET	Saisir un n°SIRET de 14digits 179 724 307 00030
Assujéti à la TVA	Non

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)	
Genre	Mme
Prénom	Nathalie
Nom	MONS
Qualité	Rectrice de région académique

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Equipements ou amortissement d'équipements de R&D

Seuil d'immobilisation propre à l'établissement	800 €	Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.
---	-------	--

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	60 kits d'Escape game pour les collèges publics et privés (52 collèges)	WP 1	.1	60 000 €	100,0 %	60 000 €	60 000 €
2						0 €	
3						0 €	
4						0 €	
Total						60 000 €	60 000 €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Autre	Participation au COPIL et coordination du WP 1	WP 5	.1	8 000 €	5,4	43 200 €	
2								
3								
4								
5								
Total						5,4	43 200 €	

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Autre	Chargé de mission, ingénieur pédagogique ou de formation : Achat, constitution et gestion des 60	WP 1	.1	7 400 €	1,0	7 400 €	7 400 €
2	Autre	Coordination du Safer Internet Day (50h sur 3 ans)	WP 1	.1	7 400 €	0,3	2 220 €	2 220 €
3	Autre	Organisation des formations (5h par an)	WP 1	.1	7 400 €	0,1	740 €	740 €
4	Autre	Gestion académique du projet, coordination, évaluation sur 3 ans (50h)	WP 1	.1	12 000 €	0,3	3 600 €	3 600 €
5	Autre	Coordination de la Semaine du numérique et des sciences informatiques (50h sur 3 ans)	WP 1	.1	7 400 €	0,3	2 220 €	2 220 €
Total						2,0	16 180 €	16 180 €

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total						-	-€	-€

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Animation du jeu en 3e par des enseignants formés (technologie, maths...) pour 150 classes	WP 1	.1	41 722 €	41 722 €
2	Vacations pour la formation des 20 enseignants pour l'escape game (24h expertise 70€/h)	WP 3	.1	1 680 €	1 680 €
3	Vacations pour la formation des 100 enseignants pour le défi SNT (45h expertise 70€/h)	WP 4	.1	3 150 €	3 150 €
4	Vacations pour la coordination des 10 enseignants pour le défi Capture the flag (12h expertise)	WP 4	.1	840 €	840 €
5					
Total				47 392 €	47 392 €

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Temps passé en formation de 20 enseignants de technologie pendant 12h, 2 groupes de 10	WP 4	.1	11 921 €	0 €
2	Réalisation du défi par les enseignants de SNT pour 150 classes pendant 3 ans sur 2h	WP 1	.1	44 702 €	44 702 €
3	Temps passé en formation de 100 enseignants de SNT pendant 9h, 5 groupes de 20	WP 4	.1	44 702 €	0 €
Total				101 325 €	44 702 €

Prestations de service externes

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Conception d'un escape game sur la cybersécurité	WP 1	.1	2 500 €	2 500 €
2					
3					
Total				2 500 €	2 500 €

Missions

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1	Actions dans les écoles et établissements sur la cybersécurité pendant le Safer Internet Day (50h)	WP 1	.1	7 450 €	7 450 €
2	Actions dans les établissements sur la cybersécurité pendant la Semaine du numérique et des	WP 1	.1	7 450 €	7 450 €
3	Élaboration d'un défi Capture the flag sur la cybersécurité pour la SNT en seconde. Co-construction	WP 1	.1	7 450 €	7 450 €
4	Développement des épreuves sur ELEA du défi Capture the flag SNT (IMP4)	WP 1	.1	2 500 €	2 500 €

Fiche partenaire n°6 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-06
Acronyme	CyberEDAntilles

Total	24 851 €	24 851 €
-------	----------	----------

Fiche partenaire n°6 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-06
Acronyme	CyberEDAntilles

Autres dépenses externes (consommables, petits matériels ...)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP			Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1							
2							
3							
Total						- €	- €

	Taux (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
Frais généraux (max. 20% des coûts entrant dans l'assiette de l'aide)	20,0 %	39 125 €	39 125 €
Taux d'environnement (compris entre 0 et 100 % ; uniquement pour les organismes publics)		0 €	
Coût complet du projet (hors frais d'environnement, en €)		334 572 €	
Total éligible pour le calcul de l'aide : Total assiette de l'aide (en €)			234 750 €
Taux d'aide demandé (%)	Taux max 100%		100,0 %
Aide demandée (en €)			234 750 €
Coût complet du projet comprenant les frais d'environnement (en €)		334 572 €	

Autres soutiens financiers (sollicités ou obtenus par le partenaire pour le projet)

Identification des financeurs	Nature et objet du financement et, le cas échéant, WP(s) et tâche(s) concernés	Type de financement (public/privé)	Montant sollicité	Montant obtenu	Date effective ou prévue du financement
Sous-total autres financements publics			0 €	0 €	
Sous-total autres financements privés			0 €	0 €	
Total			- €	- €	

Publication d'informations relatives au projet

Si le projet est retenu pour financement, l'opérateur se réserve la possibilité de rendre publiques les informations suivantes : nom du responsable du projet, dénominations des partenaires qu'ils soient des entreprises ou qu'ils appartiennent à un organisme de recherche. L'opérateur ne rendra pas publiques les informations sur les personnes ou les partenaires qui en auront fait la demande.

En cas de refus de publication remplacer ci-dessous la mention "Oui" par "Non" :

Dénomination du partenaire (si "Non", celle-ci sera remplacée par la mention générique "Entreprise" ou "Organisme de recherche") : Oui

Nota : en déposant un projet, les partenaires ont accepté que l'opérateur publie l'acronyme, le titre, le résumé, l'aide accordée au projet, la date de début de projet et la durée.

Commentaires (le cas échéant)

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'opérateur pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'opérateur (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Lettre d'engagement

Le présent engagement est à compléter, signer, viser par la personne habilitée à engager l'Etablissement.

Fiche partenaire n°6 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-06
Acronyme	CyberEDAntilles

LIEN DU SITE DE DEPOT

<https://france2030.agencerecherche.fr/CMA/accueil.php?>

Ayant le pouvoir d'engager juridiquement l'établissement ci-dessus, je déclare :

- avoir pris connaissance du dossier complet de dépôt (document de description du projet, y compris son annexe, et document administratif et financier) tel que déposé sur le site de l'ANR et du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'AMI- CMA ;
- m'engager à négocier et signer un accord de consortium (ou équivalent) et mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour finaliser ce document dans les conditions et délais prévus par le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides précité ;
- m'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet tels que décrits dans le dossier de dépôt, dans les conditions prévues par le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides précité ;
- m'engager à respecter les engagements financiers tels que détaillés dans le document administratif et financier du document déposé ;
- m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;
- souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;
- que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire (EP)

Prénom	Nom
Nathalie	MONS
Qualité	
Rectrice de région académique	
Signature & Cachet	

Fiche partenaire n°7 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-07
Acronyme	CyberEDAntilles

Identification de l'établissement partenaire

Nom complet du partenaire _____

Sigle du partenaire _____

Forme juridique _____

N° de SIRET Saisir un n°SIRET de 14digits _____

Assujetti à la TVA _____

Personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement partenaire (pour signature du contrat attributif d'aide ou de reversement)

Genre _____

Prénom _____

Nom _____

Qualité _____

Demande financière détaillée du projet (montant HT en €, incluant la TVA non récupérable le cas échéant)

Equipements ou amortissement d'équipements de R&D

Seuil d'immobilisation propre à l'établissement _____ Le coût d'achat est égal ou supérieur au seuil d'immobilisation.

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût d'achat (en €)	Pourcentage d'utilisation (en %)	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1						0 €	
2						0 €	
3						0 €	
Total						- €	- €

Personnels sans financement

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total						0,0	0 €	

Personnels avec financement en contrat à durée déterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total						-	- €	- €

Personnels avec financement en contrat à durée indéterminée

	Catégorie de personnel	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût mensuel (en €)	Personne. Mois	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1								
2								
3								
Total						-	- €	- €

Heures complémentaires d'enseignement et modulation de service (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				- €	- €

Reconnaissance au titre des activités prévues au référentiel horaire (établissements d'enseignement et formation, organismes de recherche)

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				- €	- €

Prestations de service externes

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				- €	- €

Missions

	Descriptif	WP concerné	Sous-WP	Coût total (en €)	Assiette de l'aide (en €)
1					
2					
3					
Total				- €	- €

Fiche partenaire n°7 : Identification et budget

N° de partenaire	2023-07
Acronyme	CyberEDAntilles

• m'engager à respecter les engagements financiers tels que détaillés dans le document administratif et financier du document déposé ;

• m'engager à mettre en œuvre les recrutements sur contrat des personnels nécessaires à la réalisation de la proposition déposée et cela en conformité avec tous les lois et règlements en vigueur applicables ; à mettre à disposition des personnels engagés dans la réalisation du projet les surfaces de travail nécessaires à l'accomplissement de leurs missions pendant la durée du projet ;

• souscrire aux obligations qui découlent du financement du projet par l'ANR, notamment à des fins d'évaluation globale de l'action ;

• que le projet ne cause pas un préjudice important du point de vue de l'environnement (application du principe DNSH – Do No Significant Harm ou « absence de préjudice important ») au sens de l'article 17 du règlement européen sur la taxonomie ;

• m'engager à ne pas avoir initié de travaux liés au projet déposé.

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire (EP)

Prénom	Nom
Qualité	

Signature & Cachet